

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE SÉNATUS CONSULTE

DES

BACCHANALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 30 mai 1908, à 1 heure

PAR

Henry BERNARD

Président : M. GIRARD, professeur.

*Suffragants : { MM. MAY, professeur.
MEYNIAL, agrégé.*

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr^e.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE SÉNATUS CONSULTE

DES

BACCHANALES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 30 mai 1908, à 1 heure

PAR

Henry BERNARD

Président : M. GIRARD, professeur.

*Suffragants : { MM. MAY, professeur.
MEYNIAL, agrégé.*



LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE
SÉNATUS-CONSULTES DE BACCHANALES

INTRODUCTION

En 1640, des fouilles ayant été ordonnées par le seigneur de Tiriolo, J.-B. Cigala, pour rechercher les fondations d'un temple, les travailleurs découvrirent, parmi des colonnes plus ou moins endommagées et des débris de frises piédestaux ou épistyles, une lame de bronze qui avait dû être fixée à un mur à l'aide de clous et supportée par une table de bois de même dimension.

La fin de l'inscription qui y était gravée indiquait que là devait être autrefois ce que les Romains appelaient l'*Ager Teuranus*.

Tiriolo est un bourg du Bruttium, situé dans les montagnes de la Calabre, entre Cantazaro et Nicastro, à moitié chemin entre le golfe de Tarente et la mer

Tyrrhénienne. D'après Ægyptius (1), qui se trouve assez d'accord avec Strabon (2) et Ptolémée (3), cet *ager Teuranus* ou *Taurianus*, (ταυριανήνχωρον) s'étendrait de l'embouchure de la rivière Laus (*Lao*) jusque vers Thurium, mais nous n'avons pas de données certaines sur sa situation exacte (4).

Un fac-similé de l'inscription est donné dans Ritschl (5). Le commentaire d'Egizio en contient un remarquable à l'eau-forte.

Le texte de l'inscription, était celui d'un sénatus-consulte concernant les fêtes en l'honneur de Bacchus et connues sous le nom de bacchanales. Ce document n'est autre que l'acte législatif, qui, d'après Tite-Live (6), Cicéron (7) mit fin aux désordres, célèbres dans l'histoire de la débauche humaine, dont ces mystères étaient le prétexte.

La table de Tiriolo fut offerte en 1727 à l'empereur

1. Ægyptius ou Egizio Mathéo, antiquaire napolitain né en 1674 mort en 1743, auditeur général, secrétaire de la ville et du duché de Matalona, bibliothécaire de la bibliothèque royale de Naples, auteur d'un commentaire intitulé : *Senatus-consulti de Bacchanalibus sive æneæ vetustæ tabulæ Musæi Cæsari vindobonensis Explicatio*, 1729 grand in-4°.

2. Strabon, 6, 1, 3 et 5.

3. Ptolémée, III, 1, 9.

4. *Corpus Inscriptionum latinarum*, I, n° 196, p. 42 ; X, n° 104, p. 13.

5. Ritschl. *Table XVIII*.

6. Liv. XXXIX, 8, 19.

7. Cicéron. *De legibus*, II, 15.

Charles VI et déposée au musée impérial de Vienne où elle est conservée actuellement.

En 568, date du sénatus-consulte, à une époque où les vertus républicaines trouvaient encore un Caton pour les faire admirer à la postérité, la révélation soudaine d'un si puissant foyer de corruption révolutionna les esprits. Le scandale fut grand, le Sénat fut brutal.

Les deux derniers siècles de la République sont une période trouble pour les historiens et pour les juristes, mais dont l'intérêt nous a paru considérable. Cet âge semble être le nœud de l'évolution qui s'épanouira plus tard dans la licence impériale. Il est le heurt des deux civilisations antiques, la Grèce et Rome, de deux Olympes, de deux mentalités religieuses.

En face de cette sourde élaboration de l'avenir se dresse une politique de préservation dont le Sénat est le grand combattant.

Des ouvrages de haute portée philosophique ou juridique ont étudié cette matière. Notre but est plus humble. Le procès des bacchanales, par son envergure et le retentissement qu'il a eu, nous apparaît comme le plus éclatant symptôme du bouleversement religieux et social, et sa répression, comme l'affirmation la plus nette de l'orientation politique du Sénat. Il est en même temps une cause célèbre dont les détails méritent de fixer l'attention parce que les

pouvoirs répressifs s'y montrent dans le jeu le plus large de leurs attributions.

Nous voudrions raconter cet épisode, rechercher comment il fut préparé dans les esprits et savoir ce qu'était le culte de Bacchus, ce qui en facilita le développement en Italie. Puis, entrant dans l'examen même de l'affaire, y regarder fonctionner le gouvernement, la magistrature, la police et voir en quelque sorte le droit public en action.

En somme, et pour nous servir d'une expression cueillie dans Mommsen, nous nous sommes représenté le scandale de 568 comme un « *tableau vivant* (1) », propre à illustrer l'une de ces études que nous citions plus haut et nous nous sommes proposé d'en écrire la légende.

1. Mommsen. *Droit pénal romain*. Traduction française de Duquesne 1907, I, p. 169.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Mœurs et religion des Romains jusqu'au VI^e siècle de Rome. — Pénétration au VI^e siècle de l'influence hellénique et des cultes orientaux.

On a beaucoup parlé et non moins écrit sur la gravité des Romains antiques, sur les qualités de ce peuple froid et positif, simple et digne au point que notre esprit l'incarne votontiers dans l'image de ces Pères conscrits qui apparurent aux Gaulois immobiles sur leurs chaises curules, ou d'un Cincinnatus poussant sa charrue.

Qu'on nous pardonne d'effleurer ici ces lieux communs de l'histoire. Dans les derniers siècles de la République, période au début de laquelle se place l'objet de notre étude, des symptômes chaque jour plus sensibles faisaient pronostiquer le déclin de cette ère antique. Divers facteurs d'une puissance irrésistible travaillaient l'état social de Rome. La révolution intellectuelle et morale qui s'opérait sourdement

sous leur influence apparaissait en particulier dans le domaine religieux, le grand point vulnérable entre tous (1).

La religion romaine portait en effet la marque du tempérament romain et contribuait dans une large mesure à lui conserver ses qualités maîtresses. Née de la cité ou avec la cité (2), elle se liait intimement à elle, s'y incorporait en quelque sorte. Rien n'est plus nébuleux que la légendaire origine de Rome, mais il est certain que de la même légende sortirent la constitution civile et la constitution religieuse de son peuple. Les rois, prêtres de ses dieux, divinisés plus tard eux-mêmes prirent leur place dans la métaphysique qu'ils avaient fondée, dans un Olympe qui fut leur œuvre.

Il apparaît que ce sentiment religieux fut exploité de bonne heure comme un moyen d'appuyer le pouvoir civil. L'autorité centralisa entre ses mains la domination des hommes et celle des consciences d'autant plus aisément qu'elle avait inventé l'une et l'autre. L'État y gagna mais la religion y perdit. L'État y gagna un plus grand prestige, une obéissance plus passive à ses ordres, un peuple grave, modéré, aisé à gouverner (3). La religion y perdit

1. Cf. Marquardt. *Le culte chez les Romains*, traduction Brissaud 1889, I, p. 69.

2. Bouché-Leclercq. *Les Pontifes de l'ancienne Rome*, 1861, p. 310.
— Marquardt. *Le culte chez les Romains*, I, p. 1.

3. Bouché-Leclercq. *Manuel des Institutions romaines*, p. 459 et s.

parce que ses lois ressemblèrent de trop près aux lois civiles. Comme celles-ci, elles ne purent consacrer que des rites et non créer un dogme. La religion se fit un tissu de pratiques, d'habitudes que l'on accomplit sans élan comme une partie des devoirs qui incombent à tout bon citoyen (1). Elle perdit ou plutôt manqua d'acquérir une existence propre et se tint sous la dépendance étroite du gouvernement.

Cette dépendance s'affirme, ainsi que nous aurons l'occasion de le redire : 1° par la réunion sur les mêmes têtes des insignes du pouvoir civil et du pouvoir religieux (2). Les rois sont en même temps grands pontifes, les sénateurs sont presque tous membres des grands collèges sacerdotaux comme aussi les magistrats de la République ; 2° par la dépendance qui survécut à ce cumul d'autorité des premiers âges et dont le trait d'union fut le Sénat. Sans posséder, à proprement parler, de pouvoirs religieux spéciaux, les sénateurs sont rigoureusement indispensables aux collèges des pontifes et des décemvirs dont les avis ne deviennent des ordres qu'après avoir reçu

1. Cicéron. *De Divinatione*, I, 47 ; II, 39, 35. — *De Republica*, I, 2. — *De natura deorum*, III, 2.

2. Nos aïeux, dit Cicéron, n'ont jamais été plus sages ni mieux inspirés des dieux que lorsqu'ils ont décidé que les mêmes personnes présideraient à la religion et gouverneraient la République. C'est par ce moyen que magistrats et pontifes remplissant leurs charges avec sagesse, s'entendent ensemble pour sauver l'État. (Cicéron. *Pro domo*, I.)

l'exequatur du Sénat ; 3^e par la surveillance qu'à toutes les époques le Sénat exerce sur les cultes publics, sur l'introduction des religions étrangères, sur les groupements qui se forment autour de leurs apôtres sous forme de corporation, d'église ou de simple rassemblement.

Un peuple différent du peuple romain eût étouffé dans cette cuirasse où l'esprit religieux soigneusement enfermé vivait de pratiques étroites, sans aspirations comme d'ailleurs sans horizon. Jour par jour, cependant, le peuple de ses dieux s'augmentait d'une divinité nouvelle, mais sans donner plus de vie à l'Olympe inanimé qu'il habitait.

Le peuple romain fut, comme le peuple grec, un des plus polythéistes de l'antiquité. Il l'était déjà longtemps avant que Pétrone pût écrire : « Notre pays est si peuplé de dieux qu'il est beaucoup plus facile d'y rencontrer un dieu qu'un homme (1). » Mais, grâce à la gravité de son tempérament, tel qu'il s'était maintenu avant d'avoir pris contact avec la civilisation orientale, sa dévotion demeura exempte de tout mysticisme et sut se tenir enfermée dans une métaphysique toute physique, abstraite et formaliste (2). Concentré sur sa vie pratique, l'esprit romain, discipliné, embrigadé dans les règlements de la vie

1. Pétrone. *Sat.*, 17.

2. Boissier. *La religion romaine d'Auguste aux Antonins*, 1889, p. 12.

civique, ne se lance pas dans la philosophie. Insoucieux de s'agrandir jusqu'à la divinité, de sortir pour aller à elle des réalités concrètes qui l'entourent, il s'efforce au contraire de la mêler à tous les actes de sa vie quotidienne. Une foule de dieux et de déesses enfantés par ce souci accompagnent l'homme depuis le sein de sa mère jusqu'à celui de la mort (1). Fruits d'une analyse abstraite, ils sont sans vie, sans légende, parfois même sans autre nom que l'épithète qui désigne leurs attributions (2).

Tout autre fut en Grèce la marche des idées religieuses. Pour ces hommes enthousiastes, à l'imagination débordante, il fallait autre chose. Ils ne purent concevoir des dieux inertes. Il leur fallut des puissances vivantes, agissantes. Ils les inventèrent à leur image et en firent des hommes démesurément pourvus des défauts et des qualités humaines, capables de tours de force prodigieux. Et des flots de légendes surgirent du cerveau des poètes et des fidèles, transmises traditionnellement, constamment mobiles au hasard des circonstances et des climats.

A cette forme anthropomorphique de la religion correspond un culte tout différent de celui que les Romains rendent à leurs divinités. A l'élan de l'es-

1. Bouché-Leclercq. *Les Pontifes de l'ancienne Rome*, p. 31 et s. — Boissier, *op. cit.*, I, p. 5. — Marquardt. *Le culte chez les Romains* I, p. 13 et s.

2. Boissier, *La religion romaine*, I, p. 9.

prît correspond l'élan du cœur. Pour honorer chez leurs dieux la transcendence des passions humaines, celles-ci se donnent libre cours s'exaltent en solennités bruyantes, désordonnées où la dévotion dégénère aisément en orgie.

Il va sans dire que la morale ne gagne rien à la piété des fidèles. Le gouvernement ne peut songer à se faire un instrument de la religion pour inspirer aux hommes le respect des lois (1). Aussi, grande était la stupéfaction de Polybe, lorsqu'il considérait le parti que les autorités romaines savaient tirer des institutions religieuses. En indifférent, en incrédule, il oppose l'une à l'autre ces deux formes si contraires du sentiment religieux, proclamant ridicules les croyances qui s'affirment par des pratiques superstitieuses comme celle des Romains, et dangereuses celles qui agitent le peuple par le spectacle d'excitations sensuelles (*Adonis*), d'expiations sanglantes (*Cybèle*), ou d'orgies (*Bacchus*).

Il fallait bien pourtant qu'un jour l'esprit romain s'éveillât de ses préoccupations terre à terre. Tôt ou tard, même sans le ferment étranger qui devait en favoriser l'éclosion, la civilisation intellectuelle devait porter ses fruits comme la civilisation matérielle. A force d'accomplir par routine les mêmes rites, d'en constater le vide et la stérilité, les hommes se deman-

1. Boissier, *op. cit.*, p. 23 et sq.

dent à qui ils parlent, doutent de la puissance et de l'entendement de leurs dieux. A force de vivre, ils cherchent pourquoi ils vivent, à force de se voir mourir, ils souhaitent de connaître le secret de la mort. Les grands problèmes de la puissance surnaturelle, de la destinée humaine, de l'au delà se posèrent pour les Romains comme pour tous. A la curiosité qu'ils suscitèrent en eux, les entrailles de leurs victimes ni le passage des oiseaux dans les airs ne purent fournir une satisfaction.

L'impiété se fit sentir dans toutes les classes de la société, encouragée, ainsi que le remarque M. Boissier, par des causes diverses.

Pour la plèbe, elle fut faite d'ignorance et de rancune. Ignorance, parce que la religion nationale, comme les lois civiles, commença par traiter ses membres en parias et les maintint longtemps à l'écart de tout le culte public. Obligée de respecter les formules divines, elle est écartée de toute participation aux exercices (1) publics, comme de tout sacerdoce. Rancune, parce que cette exclusion fut utilisée maintes fois pour combattre la patiente conquête des privilèges patriciens ; soit que l'impossibilité pour elle de consulter les auspices lui interdit d'aspirer aux magistratures, — *auspicia non habetis* — soit qu'on profitât de prétendus signes défavorables pour dissoudre

1. Liv. X, 7.

à propos les réunions qui menaçaient d'aboutir à quelque loi populaire (1).

Dans la seconde guerre punique, toutes les fois que les plébéiens l'emportent, la religion se trouve mal de leur triomphe.

Et lorsque les plébéiens eurent franchi le dernier stade de leur ascension, le souverain pontificat, le recrutement du sacerdoce par voie d'élection soumit le choix des prêtres aux intrigues des partis, aux caprices des compétitions, profond élément de décadence religieuse (2).

En présence de pareils germes de désorganisation morale, on devine sans peine l'accueil qui était réservé aux importations orientales. Les intérêts économiques et les intérêts politiques de Rome, la poussaient vers la Grèce et l'Égypte. L'occident et le sud, théâtre de tous les exploits des armées romaines, ne leur offraient plus de quoi contenter leur ambition ni occuper leurs loisirs. Zama avait porté à Carthage un coup dont il était improbable qu'elle parvint jamais à se relever. En Orient, de vastes richesses étaient à acquérir; un commerce de plus en plus florissant rapprochait les peuples grecs de leurs voisins d'Occident et c'était par légions qu'ils affluaient à Rome. Le développement des relations commercia-

1. Boissier, *op. cit.*, I, p. 30 et s.

2. Marquardt. *Le culte chez les Romains*, I, p. 78 et s.

les fut la raison première de cette pénétration, au sein de la société romaine, des habitudes, des mœurs, de toute la pensée hellénique.

Au point de vue qui nous occupe, le contact de l'Orient amena la déformation de l'ancien culte national. Il substitua à la pratique calme et pondérée des anciens rites, la dévotion troublante des mystères. Les mystères correspondent à cet état du sentiment religieux qui fait de la divinité, un être infini, redoutable — à la conception plus ou moins panthéiste des dieux comme forces naturelles. C'est cette forme du culte que Polybe signalait comme funeste à la morale et à la dignité humaine.

Les mystères ne sont pas un accident mais une forme générale et nécessaire de la vie religieuse(1). Les peuples y viennent tous plus ou moins vite suivant les aptitudes de leur tempérament. L'Inde entra dans cette voie dès le temps les plus reculés. Les peuples d'Asie mineure ou du continent hellénique l'y suivirent de bonne heure : Thraces, Lydiens, Phrygiens ne connaissent guère d'autre culte que le culte mystique. Ce fut leur influence qui accéléra l'évolution vers le même point du sentiment religieux romain notablement en retard sur ce sujet.

Les bons esprits de Rome, et le Sénat, qui en comptait alors un grand nombre dans son sein, n'étaient

1. *Dictionnaire des antiquités romaines*. Daremberg et Saglio, v° *Mysteria* — Preller, v° *Mysteria* dans Pauly, *Real Encyclopédie*, V, p. 334.

pas sans s'alarmer des conséquences, faciles à prévoir, de cette invasion hellénique. Plusieurs la dénonçaient à haute voix. Caton, voyant le prodigieux succès de l'ambassadeur d'Athènes, Carnéade (1), disait au Sénat : « Il faut au plus tôt connaître de leur affaire et ordonner ce qui sera juste, afin que, retournant dans leurs écoles, ils instruisent tant qu'ils voudront les enfants des Grecs et que les enfants des Romains n'écoutent ici que les lois et les magistrats comme ils faisaient avant leur arrivée. » « Que les Romains perdraient la république dès qu'ils se seraient remplis de l'esprit de ces lettres grecques (2). »

Malheureusement, c'est en vain qu'on eût cherché à entraver le mouvement. La politique conservatrice du Sénat s'affirma par des mesures de police religieuse à l'égard des propagateurs des religions orientales, des corporations qui se formèrent autour d'eux. Nous verrons plus tard de quelles armes il crut pouvoir se servir contre les fauteurs de désordres.

Mais, pour arriver à un résultat, il aurait fallu bannir de Rome les innombrables étrangers qu'elle accueillait chaque jour. Et la prospérité économique, commerciale de Rome ne le permettait pas (3). Ca-

1. Plutarque. *Vie des hommes illustres*, Caton.

2. Caton disait prophétiquement en parlant de la Grèce : *Hoc puto vatem dixisse : quandoque ista gens suas litteras dabit omnia corrumpet*. (Pline, 29, 14.)

3. Marquardt, *Le culte chez les Romains*, I, p. 91.

ton lui-même, courageux adversaire du mouvement orientaliste répétait en refrain son célèbre « Delenda est Carthago » ! Et pourquoi fallait-il détruire Carthage ? Parce qu'au point de vue du commerce avec l'Orient, la cité africaine était une redoutable rivale.

Rome se faisait donc de jour en jour plus cosmopolite. « Se souvenant qu'elle était née du mélange de plusieurs nations, Rome a été depuis sa fondation une sorte de rendez-vous de tous les peuples... elle fut toujours hospitalière aux étrangers » (1) (2).

Les étrangers, encouragés par cet accueil, apportaient avec eux leurs mœurs nationales et leurs cultes qu'il n'était pas possible de les empêcher de pratiquer au moins entre eux (3). Même en prenant soin de leur interdire tout prosélytisme direct, comment éviter que leur contact éveillât la curiosité de la foule romaine, curiosité jusqu'alors nourrie exclusivement du pain sec de la religion antique ?

Et de fait l'engouement dont les propagateurs des cultes nouveaux furent l'objet était immense. Laissons la parole à Boissier. « Parmi ces gens qui affluaient à Rome, tous n'y venaient pas dans des intentions honnêtes et pour exercer des professions avouables. Ceux-là cherchaient fortune et n'avaient

1. Boissier, *op. cit.*, I, p. 243.

2. Liv. XXXIX, 8 ; XLI.8.

3. Denys d'Halicarnasse, II, 19. Οἷς πολλὴ ἀνάγκη σεβειν τοὺς πατρίους θεοὺς τοῖς ὀνόθεν νομινοῖς.

pas de grands scrupules sur les moyens de s'enrichir. Il leur fallait avant tout s'insinuer dans les bonnes grâces des Romains, et ils ne pouvaient espérer faire de bons profits qu'en se rendant agréables ou nécessaires. Les grecs étaient dès cette époque très habiles dans ce métier de flatteurs et de complaisants pour lequel ils ont toujours eu beaucoup de goût. Les plus lettrés, les plus heureux, parvenaient à se glisser dans les grandes maisons, les autres s'adressaient plus bas (1). »

Les autres encombraient les places publiques. C'étaient les « agyrtes », sorte de prêtres mendiants, diseurs de bonne aventure. Ils fourmillaient à Athènes et dans le monde hellénique ; les cultes de Cybèle, d'Isis et des dieux d'Orient jetèrent ces charlatans dans le monde romain, à la grande joie de la populace, crédule à l'égard de leurs sortilèges, aveugle ou complaisante à l'égard de leur immoralité. Plaute nous les représente encapuchonnés dans un manteau sous lequel ils cachent leurs livres (2). On était sûr de les rencontrer au cabaret où ils buvaient des boissons chaudes et s'enivraient en discutant (3).

Dans la plupart des cas, les divinités pour lesquelles prêchaient de tels apôtres, s'accréditaient à la

1. Boissier, *op. cit.*, I, p. 243.

2. Plaute. *Curculiunculus*, II, 3. 9 : « *Tum isti græci palliati capite aperto qui ambulat...* »

3. Boissier, *op. cit.*, I, p. 243.

faveur de leurs ressemblances plus ou moins lointaines avec les dieux romains : « Toutes les religions les plus opposées ont des points par lesquels elles se touchent : ce furent ces ressemblances qui frappèrent surtout les Romains. Ils crurent le plus souvent retrouver leurs dieux dans les dieux étrangers (1). »

Nous empruntons à Wissowa (2) la synthèse de ce mouvement d'importation :

« Avec Cybèle, pour la première fois entra à Rome un culte qui n'apporta pas seulement avec lui la sensualité grecque, mais déjà la dépravation orgiastique de l'Orient. Bien que ce culte pour les Romains n'eût d'autre valeur que celle de venu de la Grèce et d'appartenir à une civilisation parente de la leur, comme celui d'Apollon et celui de Cérès, et qu'il fût à ce titre soumis à la surveillance des *Decemviri sacris faciundis*, le Sénat sentit pourtant que, là plus qu'ailleurs, il était nécessaire de prévenir autant que possible les mauvaises suites probables de son admission, en limitant par des mesures de police les manifestations extérieures de ce culte et en défendant aux citoyens romains de prendre part au sacerdoce de la déesse.

« Il ne réussit pas cependant à affaiblir l'impression surexcitante et entraînante du nouveau culte, et ce ne fut pas seulement le bas peuple qui prit

1. Boissier, *op. cit.*, I, p. 335.

2. Wissowa. *Religion und Kultur der Römer*, p. 56.

plaisir à cette nouvelle manière d'honorer la divinité. Ceci nous est démontré par ce fait que ce furent précisément le patriciat et la noblesse qui célébraient le plus bruyamment la fête de la *Magna Mater* en des festins et des réceptions réciproques.

« A la suite de la *Magna Mater* pénétrèrent bientôt à Rome la superstition orientale dans d'autres cultes de débauche étrangers qui cherchèrent, non sans d'excellentes raisons, à se soustraire à la surveillance des autorités de la république ; et même, le peu de documents que nous a laissés la tradition, nous fait connaître que le Sénat, pendant le second siècle avant l'ère chrétienne, n'eut pas une tâche facile dans l'exercice de la police religieuse. »

Nous aurons à signaler, en cours de route, plusieurs épisodes de ces luttes engagées par le Sénat contre les troubles suscités par le prosélytisme intéressé des orientaux de Grèce, de Chaldée et d'Égypte. Le plus grave de tous fut celui que provoqua l'éclosion du scandale des bacchanales auquel est consacrée cette étude.

CHAPITRE II

Le culte Dyonisiaque.

Ce n'est guère ici le lieu d'entrer dans la controverse qui divise les étymologistes sur la formation du nom de Bacchus ou Βακχος (1). L'opinion aujourd'hui la plus généralement admise le fait dériver de Ιακχος-Βακχος (2), cri que poussaient les initiés des mystères d'Éleusis dans les fêtes. Ce mot servit aussi à désigner le jour même de la procession, le plus brillant pendant la durée des fêtes éleusiniennes (20, Boedronicon), puis le dieu lui-même, conducteur du cortège (3). Suivant une autre étymologie, plus ancienne, Βακχος viendrait de Βαχαιος, dieu, terme général sous lequel s'incarne la divinité dans les langues thrace et phrygienne (4).

1. *Thesaurus*, d'Henri Étienne, édition Didot, v° Βακχος.

2. Ιακχαζω = se réjouir, exulter. Cf. Homère. *Iliade*, 13, 41.

3. Vanicèk, *Dictionnaire étymologique*, II. p. 854. — Cf. Stein, ad Hérodote, 8, 67, 10.

4. Maury. *Religion de la Grèce*, III, p. 32 et 139. — Lenormant. *Revue archéologique*, 1875, p. 43.

C'est en effet, dans ces régions, plus loin même, peut-être en Asie, qu'il faudrait rechercher, dans les temps les plus reculés, le berceau du culte qui nous occupe (1). Mais si les Romains choisirent cette appellation à raison de la nature et du caractère particulier des fêtes célébrées en l'honneur du dieu, ce n'est pourtant pas sous ce nom que les Grecs avaient coutume de lui rendre hommage. Hérodote est le premier des auteurs grecs qui le nomme Βάκχος forme épithétique se rattachant aux idées de purification religieuse, d'inspiration prophétique ou de délire divin (2). Cette désignation fit fortune parmi les autres innombrables qui méritaient à Bacchus le nom de πολύουμος mais, la seule usuelle en Grèce fut *Dionysos* qui veut dire probablement fils de Zeus (3) et non *dieu de Nysa* comme on l'a prétendu (4).

A Nysa se place le lieu de la naissance et le séjour préféré du dieu (5).

Nous ne sommes guère plus avancés d'ailleurs par la possession de ce renseignement, car, à mesure qu'il s'étendit et rayonna dans tout l'Orient, le culte de

1. Maury, *op. cit.*, I, p. 118, 122.

2. Hérodote, IV, 79.

3. Vanicèk, I, p. 354. Διo-νυσος (Homère) Διo-νῦσος (béotien) Ζῶν-νυξος (lesbien). — Pauly. *Real Encyclopédie* (Wissowa), II, p. 2793 : Νυσος = fils comme Νυσα Νυμφη = fille, Διoς-νυσος = fils de Zeus.

4. Preller. *Griechische Mythologie*, I, p. 523.

5. Homère. *Hymne XXVI*. — Sophocle, *Antigone*, 1130. — Euripide. *Bacchylides*, 556.

Dionysos, baptisa de ce nom une foule de localités diverses (1).

Il y eut des *Nysa* en Eubée et à Naxos (2), dans la Thrace hellespontique (3), en Carie, en Palestine (4). Il y en eut en Asie mineure, en Cappadoce, en Arabie, dans l'Inde occidentale même. Toutes revendiquaient la gloire d'avoir abrité l'enfance du dieu et se montraient également jalouses de leur authenticité. Pourtant la plus ancienne Nysa paraît être celle qu'Homère a connue et qu'il place dans la vallée du pied de l'Hélicon, c'est-à-dire dans cette région bornée par la chaîne du Pinde, la Macédoine et l'Attique qui constitue la Thrace mythique (5). Là, autour de l'Olympe et du Parnasse, séjour des héros et des anciens dieux, naquit et se développa un culte sanguinaire et barbare, le culte de Dionysos, mangeur d'hommes *Ὠμηγερέος Ανθρωποφραγισθής*. Dans ces lieux, qui, d'après la légende, furent le théâtre de ses principales aventures, se produisirent aussi les plus grandes manifestations de la dévotion des fidèles.

Malgré les attaches lointaines auxquelles nous

1. Les lieux consacrés à Dionysos s'appellent *Nysa* comme les lieux consacrés à *Sabos* (*Sabazius*) s'appellent *Sabui*. — Roschers. *Lexikon*, p. 1045.

2. Steph. Byz. et Hesych., v° *Nysa*.

3. *Id.*

4. Strabon, XIV, p. 650. — Plin. *Histoire naturelle*, V, 16, 29.

5. Gerhard. *Griechische Mythologie*, § 439. — Cf. Wissowa, *loc. cit.*, p. 1011.

avons fait allusion, Dionysos conquist assez tardivement sa place dans la mythologie grecque. Aux temps épiques, il nous apparaît comme un héros, un simple *δειμιον* (1) et nous savons par Hérodote qu'il fut le plus récent des dieux helléniques (2) (3).

Au temps où le culte dionysiaque fut importé en Italie il occupait, dans tout le monde hellénique, dans toutes les îles de l'Archipel et en Asie mineure une place très importante. Il se célébrait avec éclat dans nombre de localités, en des fêtes connues sous des noms divers : dès l'origine il semble s'être présenté avec les caractères d'immoralité, d'exaltation orgiastique qui devaient plus tard le désigner à la vigilance du Sénat romain.

Les plus anciennes de ces fêtes sont les *Trietérica* du Cithéron. Nous les trouvons d'abord dans toute la Béotie, puis à Delphes (4). Tous les neuf ans dans cette ville une solennité mystérieuse dite *Ἡρώϊς* rappelait le retour des enfers de Bacchus et de Sémélé sa mère. Les mêmes souvenirs sont évoqués à Lerne, à Magnésie du Méandre et dans plusieurs autres villes.

Dans la Thrace mythique, on se souvient des orgies

1. Homère, *Iliade*, VI, 130 et XXII, 460. (Cf. Wissowa, *loc. cit.*, p. 1012.)

2. Hérodote, IV, 79.

3. Sur les étapes de cette conquête voir Lenormant dans le *Dictionnaire des antiquités romaines*, v° *Bacchus*; et Wissowa, *loc. cit.*, p. 1011.

4. Wissowa, *loc. cit.*, p. 1014.

nocturnes du mont Drios. Les plus connues furent les *Dionysia*, souvenir des fêtes triétériques du Cithéron qui avaient lieu au Parnasse et à Naxos, surtout la nuit et toujours avec une grande licence. Il y avait les *grandes Dionysies* (1) les *Dionysies des champs*, qui furent exportées dans l'Italie méridionale. En Asie mineure, particulièrement à Smyrne, à Lebedos, Milet, Éphèse, Teos (2) des colons ioniens et éoliens avaient emporté avec eux le culte de Dionysos et fondé des corporations d'acteurs qui s'y consacraient en des jeux scéniques bruyants et tapageurs. On les appelait les *Διονυσιαχοι τεχνιται*.

Enfin, plus récemment, il faut citer les mystères célèbres d'Éleusis sur lesquelles nous reviendrons rapidement en finissant.

Au fur et à mesure de cette longue promenade à travers le monde hellénique, le cycle dionysiaque se fit de plus en plus riche des apports successifs qu'à chaque étape lui prêta l'imagination de ses nouveaux adeptes. A la légende primitive vinrent se souder une foule de traditions locales qui se traduisirent en symboles variés dans le culte extérieur. En même temps le type même du dieu y acquérait une forme particulière par l'assimilation avec les divinités locales plus anciennes.

1. Mommsen. *Heortologie*, p. 59 et 69.

2. Strabon, XIV, p. 643. — Tacite *Annales*, III, 61.

L'attachement naturel des peuples encore primitifs à l'héritage de croyances qu'ils reçurent de leurs aïeux, aurait rendu pénible la tâche des apôtres du nouveau culte, comme d'ailleurs de tout promoteur d'une innovation qui ne répond à aucune aspiration inassouvie de l'âme humaine. Ce qui fit le succès de leur prosélytisme fut le tour dont il s'avisèrent de rapprocher dans l'esprit des différents peuples les attributs du dieu encore inconnu de ceux de ses devanciers.

Il en fut ainsi par exemple à Naxos où le nouveau Dionysos mystique devint chtonien par son assimilation avec Hadès et son union avec Demeter (1). La même assimilation se retrouve dans la grande Grèce. On peut conjecturer aussi qu'une comparaison de ce genre avec les fêtes déjà célébrées en Étrurie et dans l'Italie méridionale en l'honneur de Liber y facilita l'introduction des mystères bachiques (2).

Aussi la personnalité de Dionysos se trouva fort compliquée, et sa généalogie ne le fut pas moins, de toutes ces parentés d'emprunt.

D'après Cicéron, la mythologie de son temps pouvait enregistrer cinq figures de Bacchus (3). Le premier, fils de Jupiter et de Proserpine, c'est le *Za-*

1. Preller. *Demeter und Persephone*, p. 190.

2. Cicéron. *De Natura deorum*, II, 24. — Preller, *Römische Mythologie*, p. 440 et s.

3. Cicéron. *Ibid.*, III, 23.

greus crétois ; le second, né en Egypte, fils de *Nilus* et meurtrier de sa nourrice *Nysa*, c'est l'*Osiris* égyptien ; le troisième, fils de *Cabirus* et roi de l'Asie mineure sous le nom de *Sabazius*, c'est le dieu phrygien : le quatrième, Thebain, fils de Jupiter et de la Lune ; enfin le cinquième, né de *Nysus* et de *Thyone*, le dieu des *Triétérica* du Cithéron.

Ces combinaisons, présentées sous une forme entachée d'évhémérisme, montrent quel besoin les anciens éprouvaient eux-mêmes d'établir des distinctions entre les dieux, d'origines très diverses, qui versèrent successivement leurs fables dans la masse confuse des légendes constituant le cycle dionysiaque.

Continuant sa marche de cités en cités, le culte dionysiaque parvint à Corinthe. Or, vers une époque qu'on peut situer entre le ^x^e et le ^{viii}^e siècle avant Jésus-Christ, se dessina en Grèce un vaste mouvement d'expansion coloniale en Orient et en Occident.

Tandis que les Doriens se répandaient dans les Cyclades du sud, la Crète, Rhodes, l'Asie mineure, que les Eoliens et les Ioniens s'établissaient dans la mer Égée, à Milet, à Phocée, à Lesbos, les Corinthiens formaient une colonie à Coreyre. De là, ils gagnèrent l'Italie méridionale, et fondèrent en Sicile des villes, Chalcis, Mégare, Naxos où se retrouvaient transplantés à la fois les noms, les mœurs et les dieux de la mère-patrie. Ce fut la grande Grèce C'est

par cette voie que le culte de Bacchus devait passer successivement en Étrurie et à Rome.

L'Italie méridionale fut donc la première à subir le contact des mœurs grecques. Dionysos fut le premier — et de combien — des dieux helléniques qui mit le pied dans le monde occidental, sinon dans le monde romain qui ne s'étendait pas alors jusque-là. Sophocle (1), faisant allusion au développement exceptionnel que prit le culte de ce dieu dans les colonies helléniques de la grande Grèce, l'appelle « le dieu qui règne sur l'Italie » *λυτὰν ὃς ἀμφέπεις Ἰταλίαν*.

Toute une série de légendes nouvelles se formèrent sur ce sol et en firent le théâtre d'épisodes de l'existence du dieu et de ses courses terrestres. Bacchus, disait-on, avait disputé à Demeter la possession de la Campanie où les deux divinités avaient prodigué leurs bienfaits (2). Il y avait reçu l'hospitalité de Falernus. Après de nombreux exploits guerriers accomplis dans le pays des Tyrrhéniens (3) (race des Étrusques) il avait poussé plus loin encore ses conquêtes en Italie dans l'ouest. Il y avait laissé les *Silènes*, vétérans de son armée, fatigués par l'âge, qui s'y étaient livrés à la culture de la vigne et avaient rendu cette terre fertile en vins.

1. Sophocle. *Antigone*, 1106.

2. Pline. *Histoire naturelle*, III, 5, 9.

3. Cf. Wissowa dans Pauly. *Real Encyclopadie*, II, v°. *Dionysos*, p. 1039.

L'Apulie, la Calabre, la Campanie devinrent en effet le siège de mystères bachiques. Nous disons intentionnellement « mystères ». En effet le culte dionysiaque n'avait pu être établi dans la grande Grèce que sous la forme connue par ses exportateurs. Or presque toutes les cités grecques de l'Italie méridionale avaient du leur origine à des colons du Péloponèse et la forme mystique était à près la seule usitée, tandis que dans d'autres régions, plus rares d'ailleurs, prédominait une forme agraire non licencieuse.

CHAPITRE III

Physionomie de Bacchus. -- Attributs moraux de sa personnalité. — Comment son culte reflète son caractère.

Nous sommes ainsi amenés à nous demander quelle était la physionomie du Dionysos hellénique, avec quels attributs moraux il se présentait à la dévotion de ses fidèles et comment cette physionomie se retrouve dans les manifestations extérieures de son culte.

« Dionysos est le dieu des plaisirs, il règne au milieu des festins, parmi les couronnes de fleurs. Il anime les danses joyeuses au son du chalumeau ; il fait naître les ris folâtres et dissipe les noirs soucis... Son nectar, en coulant sur la table des dieux, augmente leur félicité, et les mortels puisent, dans sa coupe riante, le sommeil et l'oubli des maux (1). »

Ce gracieux passage d'Euripide nous fait apparaître Dionysos sous l'aspect principal de sa personnalité. Il est le dieu du vin, ce qui s'accorde avec son origine asiatique qui le fait dériver du *Sôma* vèdi-

1. Euripide. *Bacchylides*, ap. Athen. II, p. 40.

que (1). Aussi, dans maintes contrées de la Grèce, célèbres par la richesse et la saveur de leurs vins, les habitants attribuèrent à Dionysos le bienfait d'avoir inventé la première vigne. Le vin est le présent (2) qu'il a fait aux hommes, *ιονύσου καρπός*, et lui même personnifie la boisson. On l'appelle dès l'époque la plus ancienne, des noms de *θείουος*, dieu du vin, *Ἀκρατος*, le vin pur (3). Souvent les Dionysies des champs sont désignées *θείονια* (4).

Le thiasé au milieu duquel il mène sa vie joyeuse est composé de personnages qui ne sont que l'incarnation des effets ou des désordres de l'ivresse; ce sont les satyres: *Οἶνος*, *Οἶνοπιον*, *Ἀκρατος*, *Κομος*; les plaisirs fous, *Φέλος*, le rire, *Ὑβρις*, l'outrage prompt à éclore sur les lèvres de l'homme ivre. Les Menades: *Méthé*, l'ivresse, *Dinonoé*, celle qui fait tourner la tête, *Oinantié*, etc... (5).

« Plus d'un passage des Bacchantes rappelle clairement cette origine de la divinité et le poète finit même souvent par ne plus la voir que dans la liqueur (6) (7). »

1. Lenormant. *Dictionn. des Ant. romaines*, v° *Bacchus*. — Wissowa, *op. cit.*, v° *Dionysos*, p. 1007.

2. Pindare. *Fragm.*, 89.

3. Hesiode, 614.

4. Cf. Lenormant, *op. cit.*, v° *Bacchus*, II.

5. Wissowa, dans Pauly. *Real Encyclopædie*, v° *Dionysos*, p. 1036.

6. Maury. *Religion de la Grèce*, I, p. 515.

7. Wissowa, *loc. cit.*, p. 1013.

Si Dionysos est le dieu qui a planté la vigne, il est aussi celui qui féconde la terre, il est l'humidité bien-faisante qui nourrit la sève des ceps, il est la chaleur qui dore les raisins. Ainsi il devient le dieu de la végétation (1). C'est lui qui personnifie cette humidité chaude dont les plantes ont besoin pour se développer, mûrir, porter des fruits.

C'est de cette nouvelle conception, exprimée par les Hyades, ses nourrices, que découle sa personnalité physique. « La symbolique de tous les peuples de l'antiquité établit une connexité étroite entre le principe humide et le principe féminin dans la nature. L'eau est femelle comme le feu est mâle (2). » Dionysos réunissant en sa personne les qualités de l'eau et du feu, son sexe se ressent de cette coexistence. La mythologie, ainsi que le montrent ses épithètes, mais surtout les représentations antiques de sa figure en font foi. Il est à la fois homme et femme. Certaines images le font hermaphrodite ; d'autres, les plus nombreuses, nous le présentent sous l'aspect d'un jeune homme à tête féminine, avec des membres souples et fins, dénués de cette musculature énergique qui embellit les statues des dieux ou héros. Ses formes délicates respirent une molle langueur et un gracieux laisser aller (3).

1. Wissowa, *op. cit.*, p. 1013 et 1019.

2. Lenormant, *op. cit.*, IX.

3. *Ibid.*

On l'appelle Ψευδάνωρ, Αρσενοθήλυσ, Γυννις (1) Θηλυφρων. Guigniaut a trouvé une expression très heureuse et toujours citée de cette ambiguité de sexe de Dionysos en disant qu'il était « la personnification mâle du principe féminin (2). Et cependant, malgré sa forme qui le rapproche de la femme, il est homme par excellence. Portant en lui la double source de la vie humaine, il devient aussi le dieu de la génération universelle. Il préside à l'éclosion mystérieuse de la vie Γονσεις.

C'est pour cela qu'il est rendu hommage dans toutes ses fêtes au symbole qui incarne de la façon la plus brutale l'idée de l'œuvre de chair (3).

On conçoit d'après ce qui précède que les cérémonies célébrées en l'honneur de Bacchus fussent, dès l'origine, appelées à entraîner les fidèles dans tous les désordres causés par l'ivresse du cerveau et l'ivresse des sens. Elles apparaissent presque toujours avec un caractère orgiastique qui efface celui des fêtes purement champêtres en usage dans quelques villes (4).

Le culte de Dionysos ne fut dès son principe qu'une vaste orgie. Il appartient tout naturellement à cette forme du sentiment religieux qui se manifeste dans les mystères. C'est ainsi qu'il faut consi-

1. Lucien. *Dialogue des dieux*, 23. Orphée, Hymne XLIV, 4.

2. Guigniaut. *Religions de l'antiquité*, III, p. 933.

3. Wissowa, *op cit.*, p. 1041 et 1042. — Cf. Virgile. *Géorgiques*, II, 386. — Hérodote, II, 119. — Euripide. *Bacchantes*, 128 et s.

4. Preller. *Griechische Mythologie*, I, p. 559.

dérer les fêtes triétériques du Cithéron et du Parnasse, au pied desquels le berceau le plus ancien du dieu est placé par Homère. Il en est de même des Αἰολειῶν d'Orchomène exclusivement réservées aux femmes. L'inspiration divine y était censée communiquée à ceux qui y prenaient part; les rites purificateurs qui les accompagnaient, tout tendait à en faire de véritables initiations. C'est ainsi que les représente Euripide dans ses *Bacchantes*, et il en fait des mystères cachés aux profanes, aussi complètement soumis à la loi du secret que ceux d'Éleusis ou de Samothrace (1).

Disons, pour finir, un mot des sacrifices humains qui auraient été au nombre des excès auxquels se livraient les initiés. Leur existence ne semble pas faire de doute, si l'on en croit simplement les noms d'Ομεοτης Ομοφχιος, Ανθρωποφραιστης que porte Dionysos; Plutarque cite l'immolation faite à Bacchus, sur l'ordre de Thémistocle, après la bataille de Psytalée, des trois fils de Sadaucé, la sœur du roi des Barbares (1)

Tite-Live ne dit-il pas aussi (2) « pro victimis immolari », ce qui est assez significatif (3)? Quoi qu'il en

1. Lenormant, *op. cit.* — Gerhard, *Griechische mythologie*, § 4.53

1. Plutarque. *Aristide*, *Thémistocle*.

2. Liv. XXXIX, 13.

3. Evelpis, Carystius rapporte qu'à Chio et à Ténédos, on immolait à Bacchus, surnommé Omadius, un homme qu'on mettait en pièces. — Docides écrit qu'on faisait la même chose à Lesbos.

soit, on peut constater qu'aucune mesure n'était observée dans la débauche qui s'épanouissait au sein des bacchanales.

Au contact de la divinité dans les sacrés mystères, les adeptes sont remplis de l'inspiration, du délire divin. En proie à une sorte de fureur, d'hystérie religieuse, ils s'abandonnent au déchaînement des passions les plus immondes en une orgie infernale dont le symbolisme féroce absout tous les forfaits.

CHAPITRE IV

*Expansion du culte du dionysiaque en Italie. —
La déformation par la prêtresse Paculla Annia.*

Nous ne possédons pas de documents précis sur les mystères bachiques de la grande Grèce. Les archéologues se perdent en conjectures dans le labyrinthe desquelles nous ne nous aventurerons pas. Ce qui n'est pas douteux, c'est que le culte du Dionysos hellénique y fut importé par des colons du Péloponèse. Or, la forme sous laquelle le dieu était honoré dans leur pays d'origine était précisément la forme mystique et le type même de Bacchus n'y semble pas altéré. Les innombrables images que nous en avons reproduisent en effet la conception semi-féminine créée par Praxitèle. Le Bacchus barbu ne se rencontre dans les sculptures des temps romains qu'exceptionnellement et dans des imitations archaïques (1).

Mais nous ne savons pas si les mystères de la grande Grèce présentaient le même caractère orgias-

1. Lenormant, dans *Daremberg et Saglio*, I, ▼° *Bacchus*. — Wissowa dans Pauly. *Real Encyclopædie*, v° *Dionysos*, p. 1045 et s.

tique que les *triétériques* du Cithéron. On nous dit que la disposition du sénatus-consulte de 568 les atteignitsans qu'elles eussent donné lieu aux mêmes reproches que les bacchanales étrusques et romaines. En tous cas, leur vogue ne saurait être contestée à l'époque où ils gagnèrent l'Étrurie. Ils devaient être la première des dévotions du pays pour que Sophocle pût écrire de Dionysos qu'il était le dieu qui règne sur l'Italie. L'étude des vases peints sortis des fabriques de l'Italie méridionale, a permis de constater que tous leurs sujets sont empruntés à l'histoire de Bacchus, à la représentation de scènes bachiques. Ce ne sont que Satyres, Ménades, accompagnant le char d'un jeune dieu couronné de pampres, jouant de la flûte ou du tympanum et s'enivrant dans de joyeux festins (1).

Ce fut un Grec de ce pays (2), dont Tite-Live ignore le nom, misérable sorcier ambulante, appartenant à cette tourbe de malfaisants parasites, *agyrtes*, faisant métier d'exploiter la crédulité populaire, qui se fit en Étrurie l'apôtre du culte de Bacchus à une époque évidemment peu ancienne, probablement vers la fin du cinquième ou le commencement du sixième siècle de Rome.

La tâche lui fut facile; le dieu qu'il apportait res-

1. Gerhard. *Bulletin de l'Institut archéologique*, 1829, p. 173. — Cf. de Witte. *Étude sur les vases peints*.

2. Liv. XXXIX, 8. *Græcus ignobilis*...

semblait étrangement, par sa personnalité et par son culte, à l'un des plus anciens dieux de Rome, Liber. Ce nom possède une commune racine : *lib. læb.* avec le verbe *libare* (1).

Celui qui le porte est, avec son épouse *Libera*, le dieu qui préside à la fécondation du sol, le dieu de la végétation, et, par extension, celui de la génération universelle (2).

Il est déjà aisé de voir combien cette conception est proche de la figure du Dionysos hellénique. Une parenté plus étroite encore rapproche les cérémonies usitées en l'honneur de Liber des Dionysies attiques. Si à l'origine elles offrent un caractère propre purement rustique, ce n'est que fort malaisément que nous en recherchons de pâles vertiges dans de vieux usages traditionnels ou dans ce que Varron, d'après saint Augustin, nous donne du vieux catalogue des dieux attribué à Numa : le livre des *Indigitamenta*.

Le voisinage des colonies grecques et des mystères bachiques de la Calabre, de l'Apulie et de la Campanie, eut tôt fait d'opérer la transformation. Les *Liberalia*, qui se célébraient à l'époque des semences, pour écarter des champs les mauvais sorts (3) n'étaient

1. Dionysos portait souvent le surnom de Λοῦζεσιός. — Mommsen, *Unteritalischen Dialekten*, p. 43 et 273.

2. Augustin. *De civitate Dei*, IV, 11 ; VI, 9 ; VII, 2, 3.

3. *Fascinatio repellenda*. — Augustin. *op. cit.*, VII, 2, 1.

autres que des phallophories comme celles d'Argos de Rhodes ou de Lesbos.

En outre, Libera, épouse de Liber, se confondit avec Coré-Perséphone, parèdre de Dionysos, au point qu'on donnait réciproquement le nom de l'une à l'autre.

Or, sous l'influence des livres sibyllins que le dictateur Aulus Postumius fit ouvrir en 259 pour y trouver le remède à la stérilité et à la disette qui sévissaient en Italie, un temple fut dédié à Cérès, Liber et Libera. A cette trilogie correspond précisément celle que forment Demeter, Dionysos et Coré. En sorte que les mystères de Cérès, dont parle Cicéron (1), fusionnèrent avec ceux de Liber et Libera, et par suite avec ceux de la triade grecque (2).

A la faveur de cette assimilation, Dionysos devint un dieu officiellement honoré chez les Romains sous le nom de Bacchus, vocable grec renfermant l'idée de purification mystique, de délire religieux (3).

Écartons donc tout de suite la version qui en ferait un ancien dieu étrusque. Les fêtes agraires qui se faisaient primitivement en Étrurie n'ont rien de commun avec les bacchanales. La meilleure preuve de l'introduction tardive de ce dieu est dans le fait que

1. Cicéron. *De legibus*, 15.

2. Lenormant dans *Daremberg et Saglio*, v^o *Bacchus*. — Toutain, *ibid.*, v^o *Liber*.

3. Voir plus haut, p. 20.

les monuments de l'art étrusque n'ont jamais connu que le type du Bacchus juvénile créé par Praxitèle.

Le sorcier grec n'apportait donc pas à vrai dire un dieu nouveau, mais une forme spéciale de culte plus licencieuse et secrète, dans laquelle Bacchus se trouvait séparé des deux autres divinités Libera et Cérès. Ces deux importations ne doivent pas être confondues. Le culte de Bacchus tout seul est visé par le sénatus-consulte de 568. Le culte de la triade hellénique ne l'est pas, et Cicéron a évidemment cette distinction dans l'esprit lorsqu'il écrit : Nous devons rigoureusement prescrire que l'éclat du jour protège au yeux de tous l'honneur de nos femmes et qu'elles soient initiées aux mystères de Cérès *dans les formes où elles le sont à Rome...* (1).

Les bacchanales secrètes ne tardèrent pas à jouir d'une faveur exceptionnelle parmi les Étrusques et y devinrent un prétexte à débauche et une école de flagrante immoralité (2). Presque tout l'art décoratif y emprunte ses sujets. Nous possédons au Musée du Louvre une série de bas-reliefs qui s'y rapportent probablement, ainsi que le suppose M. Elbig. Ce sont des scènes de banquets où sont mêlés des personnages humains et des satyres. D'autres, épars dans diverses collections, traduisent de façon plus ou moins hardie les cérémonies symboliques du culte. Un grand

1. V. ci-dessus, p. 2 note 7.

2. Lenormant, *op. cit.*, v° *Bacchanales*.

nombre de ces symboles concerne entre autres choses l'histoire de Dionysos et de Prosymnus, des mystères de Lerne, et, pour qui connaît cette légende, il est facile de comprendre à quels désordres, malgré leur intention hiératique, un symbolisme pareillement inspiré pouvait conduire des hommes, naturellement aussi peu délicats que les Romains, sur le choix de leurs plaisirs (1).

Les bacchanales furent apportées d'Etrurie à Rome (2) par une femme de Capoue, nommée Paculla Annia, qui se fit l'initiatrice de ces mystères. Les cérémonies, s'il faut en croire les paroles prêtées à Hispala Fecenia, furent d'abord exclusivement réservée saux femmes (3). Elles avaient lieu trois fois par an et chaque femme devenait prêtresse à son tour. Mais quand son tour fut venu, la Campanienne en profita pour tout transformer. Alléguant une révélation des dieux, elle commença par présenter à l'association ses deux fils, Minius et Herennius, surnommés tous deux Cerrinii, jeunes gens d'une vingtaine d'années. Puis elle remplaça les trois jours de fêtes primitifs par cinq nuits chaque mois, en tout soixante par an (4).

1. Cf. Lenormant. *Voie sacrée éleusiniennne*, I, p. 409.

2. Liv. XXXIX, 9 : *Hujus mali labes ex Etruria Romam velut contagione morbi penetravit.*

3. Liv. XXXIX, 23 : *Nec quemquam virum admitti solitum.*

4. *Protribus in anno diebus quinos singulis mensibus dies initiorum fecisse.* Liv. XXXIX, 13.

De ce jour les excès de tous genres auxquels se livrèrent les adeptes ne durent plus trouver de bornes. Tite-Live raconte comment, à la faveur de l'ombre, les passions les plus honteuses se donnaient libre carrière (1). L'association était une force et commandait aux timides ou les condamnait au silence (2). L'intervention miraculeuse de Bacchus irrité endossait la responsabilité du meurtre des initiés révoltés que d'ingénieuses machines faisaient habilement disparaître (3). Il se commettait dans les orgies des crimes de toutes sortes, empoisonnements, stupre, faux, altérations de testaments, etc. (4).

Lorsque la révélation se produisit, il y avait deux ans qu'on refusait d'initier personne au-dessus de 20 ans. Voici d'ailleurs comment tout fut découvert.

1. *Ibid.*

2 *Ibid.* *Si qui minus patientes dedecoris sunt et pigriores ad facinus pro victimis immolari.*

3. Div. XXX, 10, *Corruptelarum omnis generis eam officinam esse.*

4 *Id.* XXXIX, 8. *Nec unum genus noxacac, stupra promiscua ingenuorum, feminarumque erant ; sed falsi testes, falsa signa testamentaque et indicia ex eadem officina exhibant.*

CHAPITRE V

Le récit de Tite-Live.

Depuis longtemps déjà, les voyageurs attardés qui, certaines nuits, passaient en se rendant à Rome près du bois sacré de Simila, avaient été saisis d'étonnement et de crainte au bruit de cris et de hurlements insolites (1).

Des femmes, les cheveux épars sur leurs épaules, s'élançaient de l'ombre, ivres, et portant des torches flambantes qu'elles couraient plonger dans les eaux du Tibre pour les retirer ensuite tout allumées (2). Des voix d'hommes se mêlaient aux leurs dans une clameur confuse et une cacophonie d'instruments et de cymbales (3).

Chacun savait que le culte de Bacchus se célébrait à Rome comme dans presque toute l'Italie, que le

1... Crepitibus, ululatibusque nocturnis. Liv. XXXIX, 15.

2... Matronas Baccharum habitu, crinibus sparsis cum ardentibus facibus decurrere ad Tiberim, demissasque in aquam faces (quia vivum sulphur cum ealce insit) integra flammae fferre. Liv. XXXIX, 13

3... Cymbalorum et tympanorum pulsu. Liv. XXXIX, 10.

bois de Simila était un des lieux de réunion de ses fidèles, mais quels étaient les rites de ces mystères dont le public percevait ces quelques manifestations bruyantes, seules les initiés en étaient instruits.

Il semble, à vrai dire, un peu extraordinaire que le secret ait pu être si bien gardé (1).

Le récit de Tite-Live parle d'un nombre d'adeptes capable de se dresser en face des assemblées populaires, voire de menacer la sécurité de la République romaine (2). Les proportions de cette association clandestine furent certainement exagérées par les autorités dans l'émoi causé par l'éclosion du scandale pour empêcher le mal de s'étendre et justifier à la fois la sévérité de la répression. Le souci de la vérité historique fut-il assez fort pour défendre

1. Nous trouvons dans une vieille édition de Plutarque, celle de Dacier, membre de l'Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres, une réflexion qui trouverait bien sa place ici. A propos du crime commis par Clodius dans la maison de César, il rapporte en note un passage du *de Haruspicum responsis* de Cicéron sur le culte de la « Bonne Déesse » : « Ce sacrifice qui est fait par les Vierges vestales... qui est célébré avec des cérémonies inconnues et à une déesse dont il est défendu aux hommes de savoir même le nom... » et il ajoute avec quelque bon sens : « Faut-il s'étonner que Plutarque ne nous en dise rien de certain. Une seule chose m'embarrasse ici, c'est que Cicéron nous dit qu'il était défendu aux hommes de savoir le nom de cette déesse ; les femmes le savaient. Comment put-il être tenu si caché ? Cela est bien glorieux aux dames romaines. »

(*Édit. de Plutarque*, par Dacier, t. IX, p. 220, 1778.)

2. ... *ad summa Rempublicam spectat*. Liv. XXXIX, 10.

deux siècles plus tard le narrateur contre les déformations que les fortes émotions populaires apportent aux grands faits? C'est la perspective de l'histoire. Ses lois sont l'opposé de celles de la perspective dans l'espace et la critique historique, science des temps modernes, en défend malaisément la pensée de l'écrivain.

Ces réserves faites, il reste acquis que le nombre fut considérable. Tel nous apparaît le chiffre de ceux qui furent pris et condamnés sans compter tous ceux qui parvinrent à s'échapper. Le silence demeura pourtant autour de cette vaste réunion d'hommes et de femmes. Les uns et les autres y furent maintenus par la crainte des dangers auxquels s'exposaient les délateurs. La colère du dieu devait, aux yeux des moins sceptiques, punir les serments trahis, les autels renversés. En tous cas, la vengeance d'hommes habitués à tous les excès attendait ceux que l'autorité publique aurait peut-être épargnés.

Il en fut ainsi pendant de longues années. Puis, le nombre s'accroissant, une indiscretion devint fatale, elle se produisit en 568.

Tite-Live s'est complu à raconter dans tous ses détails toute cette romanesque histoire. Nous nous contenterons de rapporter sommairement dans quelles circonstances les magistrats furent saisis de l'affaire.

Au nombre des initiés des bacchanales se trouvait

un homme nommé T. Sempronius Rutilus, marié à une veuve appelée Durlonia. Tous deux, conjointement, exerçaient la tutelle sur un fils de Durlonia, F. Æbutius (1). Ils s'acquittèrent de cette mission de telle sorte que le moment venu de rendre des comptes à leur pupille, ils cherchèrent le moyen de faire disparaître Æbutius ou d'imposer silence à ses réclamations. Le faire initier aux secrets mystères leur parut la voie la plus sûre pour arriver à leurs fins (2). Un vœu allégué par la mère servit de prétexte. Æbutius accepta de se consacrer au culte de Bacchus et de s'y préparer dix jours de suite par une entière continence.

Or le jeune homme avait alors pour maîtresse une affranchie nommée Hispala Fecenia, courtisane fameuse dont il était aimé. Il lui fit part de la réserve à laquelle le contraignait l'obéissance à la volonté de ses parents. Hispala avait jadis, étant esclave, accompagné sa maîtresse aux exercices de cette religion. Bouleversée par la découverte des intentions criminelles dont son amant était visiblement l'objet, elle ne put s'empêcher de l'avertir, et de lui faire promettre d'y résister (3).

Sempronius et Durlonia, furieux de la révolte inattendue de leur pupille, le chassèrent brutalement de

1. Liv. XXXIX, 9.

2. Via una corruptelæ Baccanalia erant.

3. Liv. XXXIX, 10.

leur maison et l'obligèrent à s'en aller chercher un refuge chez sa tante Æbutia.

Les comices consulaires avaient nommé l'année précédente comme consuls Sp. Postumius Albinus et G. Marcius Philippus. Æbutius, sur le conseil de sa tante, alla trouver le premier et lui raconta confidentiellement la série d'événements qui venaient de se dérouler (1).

La chose parut grave au magistrat. Il chercha aussitôt à s'éclairer par une enquête secrète. Par l'intermédiaire de sa belle-mère Sulpicia, il se mit en rapports avec Æbutia son amie et obtint déjà la confirmation du récit du jeune homme. Enfin, il fit appeler l'affranchie chez sa belle-mère (2).

Hispala eut quelque peine à dominer son émotion lorsqu'elle fut mise en demeure de révéler à Postumius les secrets des bacchanales. Son amant l'avait livrée par son indiscretion à la vengeance des dieux et des hommes. La peur de cette dernière fut la plus forte et la malheureuse parla. Nous savons ce qu'elle raconta. C'est après avoir recueilli ces deux dépositions que le consul fit part, au Sénat de la nouvelle (3). Auparavant, il s'assura de la personne des deux révéléurs (4) dans le double but de les protéger contre

1... ad consulem Postumium, arbitris remotis, rem detulit. XXXIX, 11.

2. Liv. XXXIX, 12.

3... rem ad senatum Postūmius defert omnibus ordine expositis quæ delata primo, quæ deinceps ab se inquisita forent. XXXIX, 14.

4. Quum indices ambo in potestate essent. XXXIX, 14.

les attentats de leurs coreligionnaires démasqués et de les tenir en même temps à sa disposition pour les interroger à nouveau.

Ici commence le procès des bacchanales. L'objet de notre seconde partie sera de l'étudier dans ses détails et dans les rapports qu'il présente avec les principes généraux du droit public romain.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les Senatus-consultes de Bacchanalibus.

Le document dont nous entreprenons l'analyse, et que nous reproduisons ci-après, est le seul texte officiel que nous possédions sur la conjuration des bacchanales. Aux termes mêmes dont il se sert pour caractériser le lien que pourrait choisir la dévotion des adeptes est emprunté le nom de « *conjuration* » transmis par l'histoire et qu'il ne faut peut-être pas détourner du sens étroit qu'il revêt dans le sénatus consulte (1).

Le récit de Tite-Live, dont nous avons donné le très court résumé, n'est qu'un long commentaire de toute la procédure mise en mouvement par la décou-

1. « *Neve posthac inter sed conjurase...* — Nous aurons l'occasion de revenir sur l'intention probable manifestée par le Sénat dans la rédaction de ce passage. L'intérêt qu'elle présente au point de vue du droit privé est justement contesté par M. Girard, (*Droit romain*, 1896, p. 470, n° 3.)

verte du consul Postumius et dont le sénatus-consulte « *de Bacchanalibus* » fut l'acte principal. Riche en détails juridiques ou anecdotiques, que l'auteur nous offre avec une certitude trop sereine sans doute, il ne présente pas les garanties suffisantes pour servir de base à un examen critique. Mais nous trouvons en lui une aide précieuse pour la vue d'ensemble que nous voudrions dégager.

Les organes, dont le mécanisme fut appelé à fonctionner de façon inusitée lors du scandale de 568, sont ses contemporains et la sphère de leurs attributions est sensiblement la même dans les deux derniers siècles de la République.

Nous pouvons donc, sans qu'il y ait témérité de notre part, faire de nombreux emprunts à son témoignage en nous efforçant de le trouver d'accord avec les principes fondamentaux du droit public, puisque notre but est d'en présenter une illustration, et avec le texte de l'inscription de Tiriolo.

Ce sénatus-consulte, affiché par les soins des consuls dans les diverses cités de l'Italie fut, nous l'avons dit, l'acte principal de la répression. Tout nous permet de supposer en effet qu'il ne fut pas le seul. Il semble improbable que le Sénat ait pu rendre une seule décision sur une question grosse d'incidents imprévus au début de l'affaire, qui devaient réclamer des solutions d'espèces, des mesures provisoires au fur et à mesure des événements. Appelé, ainsi que

nous allons le voir, à intervenir par la gravité des circonstances et à la fois par le développement normal de ses attributions, le Sénat domine et conduit par ses ordres ou ses conseils toute cette ténébreuse affaire. Il en délibère à plusieurs reprises et le fruit de ces délibérations doit se révéler par des décisions semblables à celle du grand sénatus-consulte. Mais leur objet est restreint, Elles s'adressent sans doute plus aux pouvoirs repressifs à titre d'instructions particulières qu'à la masse. Elle ne sont pas comme la première un coup de force. Aussi n'ont-elles pas du être astreintes à la même publicité. Ce n'est que par exception que les sénatus-consultes sont gravés sur l'airain ou sur le bois et destinés à être exposés en public. Ils en portent alors en général la mention formelle à la suite de leur texte. La fin de la table de Tiriolo y fait allusion (1).

Tite-Live demeure assez imprécis sur cette question de pluralité de sénatus-consultes bien que nous puissions citer cette phrase significative. « *Recitari deinde senatus-consulta jusserunt (consules)* (2). »

1. C. I. L. I. p.43. *Atque utei hoc in tabulam aheneam incederetis ita senatus aiqum censuit ; utique eam figier ubeatis ubei faciliusmed gnoscier potisit.*

2. M. Scrullaz : *Essai sur la religion romaine*, p. 122, qui cite cette phrase nous semble bien prompt à dire que le récit de T. Live ne suppose qu'un seul S. C.

Dans un autre passage, l'historien rapporte qu'au cours de l'instruction préliminaire, le Sénat, pour faciliter la découverte des coupables, établit des primes à la dénonciation. Il proclame des récompenses pour les premiers délateurs : « *Eo referente (Postumio), de P. Æbutio et Hispalæ Feceniæ præmio quod eorum opera indicata Bacchanalia essent senatus consultum factum est* » et plus loin : *Id senatum velle et æquum censere*. Le mot *censere* n'est-il pas pris ici au sens où il se retrouve dans tous les sénatus-consulte, à la fin de chaque proposition ayant fait l'objet d'un vote *Ea omnia lata ad plebem factaque sunt ex senatus consulto* (1).

De même, lorsque les derniers débris de la conjuration des Bacchanales tentèrent de se reformer dans les provinces, de nouveaux décrets durent être lancés par le Sénat. Ils ne présentent que peu d'intérêt.

Nous avons été assez heureux pour mettre la main sur le seul monument important ou du moins sur le principal. Tite-Live nous le désigne « *Consulibus ambobus quæstio de clandestinis conjurationibus decreta est* (2) » *quæstionem deinde de Bacchanalibus sacrisque nocturnis consulibus mandant* (3).

1. Liv. XXXIX, 19.

2. Liv. XXXIX, 8

3. Liv. XXXIX, 14.

Il n'est pas douteux que la table de bronze découverte dans l'ager Teuranus était un exemplaire du grand sénatus-consulte. En voici le texte :

Texte du sénatus-consulte.

G. Marcius L. f., (S p.) Postumius L. f., cos senatum consoluerunt n(onis) octob. apud ædem Duclonai. Sc(ribendo) arf(uerunt) M. Claudi(us) M. f., L. Valeri(us) P. f., q. Minuci(us) C. f.

De Bacanalibus quei foideratei esent ita exdeicendum censuere :

Neu quis eorum Bacanal habuisse velet ; sei ques esent quei sibi deicerent necesus ese Bacanal habere, eis utei ad pr(aitorem) urbanum Romam venirent, deque eis rebus ubi eorum verba audita esent utei senatus noster decerneret dum ne minus senatoribus C. adesent *quom* ea res cosoleretur.

Bacas vir nequis adiese velet ceivis Romanus neve nominus Latini neve socium quisquam nisei pr(aitorem) urbanum adiesent, isque de senatuos sententiad, dum ne minus senatoribus C. adesent quom ea res cosoleretur, jousiset. Censeueure.

Sacerdos vir nequis eset ; magister neque vir neque mulier quisquam eset. — Neve pecuniam quisquam eorum comoinem habuisse velet ; neve magistratum,

neve pro magistratod, neque virum *neque mulierem* quisquam fecise velet. — Neve post hac inter sed conjourase, neve comvovise neve conspondise, neve compromesise velet neve quisquam fidem inter sed dedise velet. Sacra in oquoltod ne quisquam fecise velet ; — neve in poplicod neve in preivatod neve exstrad urbem sacra quisquam fecise velet, — nisi pr(aitorem) urbanum adieset, isque de senatuos sententiad, dum ne minus senatoribus C. adesent quom ea res cosoleretur, jousiset. Censuere.

Homines plous Voinvorsî virei atque mulieres sacra ne quisquam fecise velet, neve interibei virei plous duobus, mulieribus plous tribus arfuisse velent, nisei de pr(aitoris) urbani senatuosque sententiad, utei suprad scriptum est.

Haice utei in coventionid exdeicatis ne minus trinum noundinum, senatuosque sententiam utei scientes esetis — eorum sententia ita fuit : « sei ques esent, quei avorsum ead fecisent, quam suprad scriptum est, eeis rem capitalem faciendam censuere » — atque utei hoc in tabulam at rahe, enam inceideretis, ita senatus ai quom censuit uterque eam figier joubeatis, ubei, facilumed gnoseier potisit ; — atque utei ea Baccanalia sei qua sunt, exstrad quam sei quid ibei sacri est, ita utei suprad scriptum est, in diebus X,

quibus vobeis tabelai datai erunt, faciatis utei dis mota sient. — In agro Teurano.

Traduction.

Q. Marcius L. f., Sp. Postumius L. f., consuls ont pris l'avis du Sénat aux nones d'octobre dans le temple de Bellone (1). Furent présents à la rédaction M. Claudius, M. f. L. Valerius P. f. Q. Minucius C. f. (2).

Au sujet des Bacchanales qui s'étaient réunies, le Sénat a jugé bon de décider (3):

Qu'aucun des adeptes ne pourrait tenir de Baccha-

1. Le Sénat n'eut pas de lieu spécial fixe pour ses séances, sauf à partir de Pompée pour celles que la présence d'un ambassadeur étranger forçait à se tenir hors du *Pomerium*. Le temple de Bellone servit surtout avec celui d'Apollon pour ces dernières. Pour les autres les seules qualités que devait posséder le lieu choisi étaient d'appartenir à la cité ou à l'un de ses dieux et d'être disposé en temple pour l'auspication. (Varron, dans Aulu Gelle, XIV, 7. 7.), Dion Cassius. 55, 3. Cf. Mommsen, *Droit public*, VII, p. 107 et s.

2. Cette première partie constitue le *préambule* du sénatus-consulte, c'est-à-dire la mention du magistrat ou des magistrats *relatores*, du jour, du mois et du lieu de la réunion ainsi que les noms des sénateurs qui ont assisté à la rédaction du sénatus-consulte.

3. *Relatio* du sénatus-consulte ou énoncé de la question soumise au Sénat, quelquefois suivie d'un résumé des développements que le *relator* y a donnés. Ce n'est pas le cas ici.

nales ; s'il en était qui se prétendissent obligés de tenir des Bacchanales, qu'ils devraient aller à Rome trouver le préteur urbain et qu'après qu'il aurait entendu leurs déclarations, notre Sénat en déciderait, cent sénateurs au moins étant présents, lorsque son avis lui serait demandé.

Que nul homme ne pourrait se faire initier aux Bacchanales, fût-il citoyen romain ou latin ou simplement allié, sinon après qu'il serait allé trouver le préteur urbain et que celui-ci, après décision du Sénat, cent sénateurs au moins étant présents quand son avis lui serait demandé, l'y aurait autorisé.

Qu'aucun homme ne pourrait être prêtre, que ni homme ni femme ne pourraient accepter les fonctions de président (1) ; que toute caisse commune serait interdite.

Que nul ne pourrait prendre d'engagement par serment ni par vœu, ni par promesses civiles, ni par engagement d'honneur (2) ? — Qu'aucun sacrifice ne pourrait être célébré en secret ; pas davantage en public ou en particulier ni hors de la ville, sinon

1. Pour les initiés des Bacchanales, comme plus tard pour ceux de Mithra, il existe une organisation double. Ils possèdent un *sacerdos* pour le culte et un *magister* pour administrer la caisse. (Walzing, *Étude historique sur les corporations professionnelles chez les Romains*, I, p. 47, note 3.)

2. On remarque la distinction nette entre le serment et la *sponsio* et la *promissio*. « Cela ne prouve pas que la *sponsio* et la *promissio* n'aient jamais été des serments, mais cela prouve qu'elles n'en sont plus en 568. Girard, *Droit romain*, p. 470, n. 3.

après avoir été trouver le prêteur urbain et que celui-ci l'ait permis avec l'assentiment du Sénat, cent sénateurs au moins étant présents lorsque son avis lui serait demandé. Ainsi, il a été décidé (1).

Les cérémonies ne pourraient réunir en tout plus de cinq hommes ou de cinq femmes ou de deux hommes et trois femmes, sinon avec l'autorisation du pré-

1. Nous sommes obligé de traduire ainsi cette expression *Censuere* qui vient ici sans paraître avoir aucun rapport grammatical avec la phrase précédente et qui même ne figure dans le texte que sous la seule lettre C. La traduction grecque *εδοξε* nous donne le sens de cette abréviation mais ne l'explique pas. Elle se retrouve dans plusieurs sénatus-consultes de la République. On l'explique habituellement à l'aide de cette phrase de Valère Maxime : *Itaque veteribus senatus consultis T littera subscribi solebat eaque significat illa tribunos quoque censuiste*. La lettre T remplaçant le C serait une erreur de copiste démasquée par la suite du contexte *censuiste*??

Quoi qu'il en soit, il ne faudrait pas, dit M. Willems, en conclure que les décisions suivies de ce terme sont celles pour lesquelles, il n'y a pas eu d'intercession des tribuns. Ces magistrats n'ont pas eu en effet à donner leur avis (*censere*) mais à accepter ou rejeter par leur *veto* la décision une fois votée. Tout dépend, d'après Willems, du nombre de votes dont le sénatus-consulte a fait l'objet. S'il n'y a eu qu'une seule *discessio* et qu'un vote sur l'ensemble, le mot *censuere* ne se trouve qu'à la fin. Si au contraire, il y a eu *discessio* spéciale et vote séparé pour chaque article, on répète le terme à chaque article (Cf. Willems, *Le Sénat Romain*, I, p. 214 et ss).

Le nom de *Senatus consultum* ne serait applicable qu'à l'ensemble des décisions, ou à la décision unique prise sur *relatio* déterminée d'un magistrat compétent et dont la rédaction comprend un *préambule* et la *sententia* ou les *sententiæ* adoptées. Le *Senatus decretum* serait au contraire chacune de ces décisions, discutée et votée séparément.

teur urbain et l'avis du Sénat ainsi qu'il a été écrit ci-dessus (1).

Afin que ces choses soient publiées pendant au moins trois marchés et que vous connaissiez l'avis du Sénat, leur décision a été que :

S'il existait des contrevenants aux dispositions écrites ci-dessus, les sénateurs ont décidé qu'il y aurait contre eux lieu à une poursuite capitale.

De même le Sénat a trouvé juste que vous graviez cela sur une table d'airain et que vous la fassiez afficher où elle pourrait être le plus aisément aperçue ; et que ces associations de Bacchanales s'il en existe en dehors, de ce qui serait d'un caractère sacré, ainsi qu'il a été écrit ci-dessus, soient dispersées dans les dix jours de la réception de ces tables. — Dans l'Ager Teuranus (2).

1. Dans le dernier paragraphe du document, nous trouvons les instructions données par les consuls sur le mandat du Sénat aux autorités de l'Ager Teuranus. Mais il est malaisé de dire où finit exactement le sénatus-consulte puisque nous trouvons encore des dispositions du Sénat mélangées à la lettre *ad Teuranos*.

2. Le sénatus-consulte des Bacchanales, est le plus ancien exemple que nous possédions où se trouve requise, la présence d'un certain nombre de sénateurs minimum, pour la validité de leurs décisions. Cette exigence était sous la République une condition exceptionnelle. Le Sénat pouvait se l'imposer à lui-même comme ici, ou y être contraint par la loi dans l'exercice d'une attribution spéciale qu'elle lui a déléguée.

Sous Auguste, une loi *Julia* établit un *quantum* obligatoire pour les délibérations suivant l'objet des sénatus-consultes.

Pour tenir un pareil langage, il fallait sans doute que le pouvoir dont il émanait fût revêtu d'une autorité singulièrement étendue. On en chercherait en vain l'analogue dans la plupart des constitutions anciennes ou modernes. En face d'une question ambigüe qui se place autant sur le domaine religieux que sur le domaine politique, le Sénat ne fait aucun partage d'autorités avec les pontifes. Il statue sans hésiter sur tous les points et s'adresse impérieusement aux consciences des citoyens faisant arbitrairement le départ entre les dieux qu'elles peuvent et ceux qu'elles ne doivent pas adorer.

Il condamne les Bacchanales, ordonne aux magistrats de les poursuivre et de les réprimer. Les adeptes ne pourront librement se consacrer à la divinité de leur choix, devenir ses prêtres. Toute caisse commune leur est interdite. Le Sénat s'attaque par là même à la liberté du droit de réunion et d'association et se montre aussi catégorique à l'égard de toutes les formes que pourraient emprunter les groupements qu'il s'agit de dissoudre. *Neve post hac inter sed conjourase neve comvovise neve conspondise neve compromesise, neve quisquam fidem inter sed dedise velet.*

Il affirme dans cette énumération un apparent souci d'imposer sa volonté aux serments religieux, comme aux engagements d'honneur et aux contrats.

Pour atteindre ce résultat, il va aux moyens extrê-

mes, dispose apparemment de la vie des citoyens :
« *Si quis esent qui avorsum ead fecisent, eis rem capitalem faciendam censuere.* »

Il n'est pas arrêté par les limites du pouvoir central et étend sa compétence à tout l'empire se substituant ainsi aux pouvoirs locaux autonomes des cités.
« *Bacas vir nequis adiese velet ceivis romanus, neve nominus Latini neve socium quisquam.* » Il confie le soin de veiller à l'exécution de ses décrets à une juridiction spéciale ou tribunal d'exception, ceci encore sans distinguer entre les citoyens et les non-citoyens, alors que le droit criminel a des règles formelles toujours rigoureusement appliquées sur la faveur de la « *provocatio* » réservée aux citoyens.

Y avait-il dans tout cela abus de pouvoir de la part du Sénat et dans quelle mesure serait-il sorti de la légalité ? Faut-il se représenter le Sénat transformé pour la circonstance en « Comité de salut public (1) » pour absorber, étouffer les autres pouvoirs, du moins les faire marcher à sa guise ?

La comparaison est heureuse mais hardie. Elle a l'avantage de répondre à tout puisqu'elle aboutit à supprimer sans plus le problème. Le Sénat étant assez fort pour imposer silence à toutes réclamations, en vertu de ses pouvoirs politiques, le principe de son intervention n'a plus besoin de justification. Et

1. Louvet.

s'il puise dans les circonstances seules les motifs de cette immixtion dans des ressorts indépendants de son action il peut appuyer sur elles tel ou tel mode d'intervention et faire de l'opportunité la légalité.

Nous n'oserions pas entrer tout à fait dans cette voie, imparfaitement tracée par les textes. Nous séparerons ainsi que nous venons déjà de le faire, les deux questions du principe de l'intervention du Sénat et de la forme dans laquelle elle se produisit.

L'une concerne le point de vue religieux, les rapports du Sénat et de la religion, l'autre concerne le fonctionnement de la répression, en particulier, le mécanisme des *quæstiones extraordinariæ* et du droit de *provocatio*, la police des cultes.

CHAPITRE II

Principe de l'intervention du Sénat. — Le Sénat et la religion.

Il y avait à Rome deux grands collèges de prêtres : le collège des Pontifes et le collège des *Decemviri sacris faciundis*. L'un était le gardien des plus anciennes divinités romaines, celles qu'au berceau de la cité, ses légendaires fondateurs lui avaient données pour marraines. L'autre avait pour domaine cette religion nouvelle dont les Livres sibyllins avaient été l'origine et qui, par leur entremise, avait conquis sa place à côté de la vieille religion nationale (1). Aucune nuance ne séparait d'ailleurs ces deux religions officielles au même titre et leurs représentants se partageaient la vénération populaire.

Sans doute, le temps n'était plus où les Pontifes, seuls détenteurs de la vérité religieuse comme de la vérité juridique, imposaient par là même aux masses le respect superstitieux de leur mystérieuse science. Mais un peu par vitesse acquise, leur puissance morale parvint à se maintenir lorsque le scepticisme importé d'Orient commença à rire presque

1. Marquardt, Trad. Brissaud. *Le culte chez les Romains*, I, 51 et p. s II, p. 43-107.

tout haut devant un Olympe où fourmillaient chaque jour de nouveaux dieux.

Après que des indiscretions successives eurent consommé ce qu'on a appelé la sécularisation de la procédure, les prêtres durent se cantonner dans leur domaine que la confusion du « *jus* » et du « *fas* » rendaient jadis particulièrement élastique et bornèrent leurs consultations aux seules matières religieuses (1). Mais, dans ces limites, ils s'imposaient aux consciences, de toute leur autorité.

Hâtons-nous de le dire cette autorité ne s'adressait qu'aux consciences. Le rôle des assemblées pontificales était et demeurait purement consultatif. Aucune arme n'était entre leurs mains pour donner un caractère impératif à leurs vœux. Leurs décisions étaient des avis et non des ordres. Ils se contentaient de *respondere* aux questions qui leur étaient posées, comme le firent plus tard les *prudentes* auxquels ils abandonnèrent la moitié de leurs secrets.

1. Bouché-Leclercq, *Les Pontifes de l'ancienne Rome*, 1871, p. 221.

2. Le rôle consultatif des Pontifes s'affirme en matière de justice religieuse. Depuis la séparation d'autorités entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux le pontife est, hormis certaines exceptions, notamment contre les vestales coupables ou les prêtres insubordonnés, désarmé vis-à-vis des infractions religieuses. Il ne peut citer directement le délinquant ni poursuivre l'exécution forcée de l'expiation.

— Mommsen — *Droit public*, III, p. 56 à 66.

Sur la disparition des délits religieux, cf. Mommsen. Trad. Duquesne. *Droit pénal*, 1907, I, p. 40.

Ce platonisme tenait entre autres choses à l'absence d'une distinction familière à l'esprit entre les fidèles d'une religion et ses ministres. Il y a là un caractère tout à fait particulier à la religion romaine. Presque tous les cultes, à quelque degré de civilisation qu'ils correspondent, ont conçu et appliqué cette séparation entre les prêtres et ceux qui ne le sont pas. Les uns sont hiérarchisés, occupent des grades divers, mais au bas de l'échelle, la démarcation est nette. Là se tient le vulgaire, la masse des profanes. Ceux-ci se bornent à obéir aux volontés des privilégiés que les dieux honorent seuls de leur confiance et qui seuls peuvent prendre contact avec la divinité.

A Rome rien de cela : plus lettrés, plus expérimentés, les pontifes n'entrent pas seuls dans le monde surnaturel. Tout citoyen est en quelque sorte prêtre à ses heures ou appelé à l'être. Il a ses autels que sa main peut toucher sans profanation comme celle du *Pontifex Maximus*, il y sacrifie solennellement, il a le droit et le devoir d'entretenir le culte de « ses dieux ». Tout *paterfamilias* à la tête du microcosme qui l'entoure joue le rôle de pontife des dieux que lui ont légués ses ancêtres mais aussi de ceux auxquels il lui a plu de consacrer son foyer.

Le magistrat dans sa sphère est un prêtre se souvenant que ses pouvoirs furent, à l'origine, l'apanage des pontifes. Les généraux offrent aux dieux des

sacrifices d'actions de grâce ; ils savent comme des augures interpréter les signes avant de livrer bataille, mettant parfois, il est vrai, une habileté tant soit peu brutale à les trouver d'accord avec les nécessités de la stratégie (1).

Dans ces conditions, la seule barrière qui empêche les collèges d'être confondus avec le vulgaire est leur culture particulière. « Ce sont, dit M. Serullaz, des chambres consultatives ou des écoles de casuistique religieuse. On ne les consulte que dans les cas difficiles, soit lorsqu'il s'agit d'interpréter la volonté des dieux manifestée par des signes incompréhensibles pour les profanes, soit lorsqu'il s'agit de diriger une procédure religieuse compliquée (2). »

Ainsi se trouvaient les pontifes réduits au rôle de conseils, conseils fort documentés sans doute et assurés, de par leur monopole en matière de casuistique religieuse, d'une infaillibilité au-dessus de tout conteste. Mais pour jouir de cette prérogative, encore fallait-il que quelqu'un prit l'initiative de les consulter lorsque par exemple des phénomènes ou

1. Appius Claudius Pulcher, avant la bataille de Drépane, avait fait noyer les poulets sacrés qui, mauvais présage, n'avaient pas voulu manger, afin qu'au moins ils consentissent à boire. Cicéron, *De legibus*, I, 14 ; II, 17.

2. Serullaz, *Essai sur la religion romaine*, p. 96. Cf. Liv. I, 20. « *Pontificem deinde ex patribus legit... ut esset quo consultum plebes veniret.* »

des événements anormaux offraient l'occasion de recourir à leurs lumières.

Se produisait-il quelque prodige, une pluie de pierres, un tremblement de terre, toute autre perturbation ou météore, c'était pour les Romains l'indice de quelque offense particulière ou collective faite aux dieux. Le devoir des témoins du fait, mais surtout des magistrats, était de porter la chose à la connaissance des pontifes pour obtenir de leur science liturgique la *procuratio* du prodige (1).

Les collèges sans doute pourraient d'eux-mêmes, en présence des circonstances, se réunir pour délibérer, mais le fruit de leurs méditations serait de peu d'utilité. S'ils estiment que telles *expiations* ou *procurations* doivent conjurer les mauvais présages, rendre les dieux propices, à qui les feront-ils exécuter ? Au moins, en général, ils sont sans droit vis-à-vis des magistrats qui, à vrai dire, n'ont aucune raison de ne pas se montrer complaisants mais, en principe, n'ont pas d'ordre à recevoir d'eux. Ils pourront seulement les éveiller de leur inertie pour qu'à leur tour, ils mettent l'assemblée des pontifes en mouvement (2).

Dans cet état de choses, un corps se trouva tout indiqué pour remédier à la solution de continuité

1. Mommsen. *Droit public*, VII, p. 262.

2. Mommsen. *Droit public*, VII, p. 262.

dont souffrait le pouvoir religieux, et ce corps était le Sénat (1).

Tout indiqué, disons-nous, d'abord à cause des attaches qui unissaient l'assemblée des *patres* (2) à celle des pontifes et des *Xviri sacris faciundis*. Plusieurs de leurs membres siégeaient en même temps aux unes et aux autres en sorte qu'il devenait aisé pour les sénateurs appelés à délibérer sur quelque question d'ordre religieux, d'en renvoyer l'examen au collège compétent. Le retour des mêmes phénomènes, des pluies de pierres, par exemple, ou des tremblements de terre autorisa le Sénat à se dispenser parfois de recourir à la science pontificale et à se passer d'elle

1. Mommsen, *op. cit.*, III, p. 262 et s.

2. Nous nous servirons fréquemment de ce terme comme synonyme de *sénateurs* bien que nous n'ignorions pas la controverse qui existe à ce sujet. M. Willems pense que l'expression *patres conscripti* n'est pas la réunion dans une désignation contractée des sénateurs patriciens, *patres*, et plébéiens, *conscripti*, mais un nom général voulant dire sénateurs *inscrits sur la liste*. En maints endroits, les historiens de la République et de l'Empire se servent *ad libitum* des mots *senatores*, *patres conscripti* et plus souvent encore *patres* tout court sans que rien révèle une distinction dans leur esprit. (Cf. Willems. *Le Sénat de la République romaine*, 1878, I, p. 35 et s.) En sens inverse, voir Mommsen, *Droit public*, VII, p. 3 et 4. Dans Tite-Live auquel nous devons le récit de la conspiration des bacchantes, le mot *patres* est indubitablement employé dans son sens collectif. Sans prendre parti dans la controverse nous nous croyons donc autorisés par le sujet qui nous occupe à faire comme lui.

pour donner aux mêmes maux les mêmes remèdes qu'elle lui avait enseignés (1).

Hormis ces empiétements consacrés par une jurisprudence vicieuse sans doute, c'est par les *patres* que les autorités religieuses étaient régulièrement saisies des difficultés.

C'était la nécessité qui avait fait la règle. L'usage répété qu'on en fit la fortifia et l'ancra dans les habitudes.

L'intervention du Sénat, si fréquemment usitée dans la pratique, trouvait d'ailleurs sa justification en théorie. Elle s'appuyait sur un fondement plus solide que la coutume et aussi que la force majeure, car elle avait sa source dans la nature propre de la religion romaine.

Nous avons déjà insisté sur ce caractère particulier qui éclate dans la genèse et l'évolution des croyances du peuple romain (2).

D'un surnaturel factice, elles ne furent que des institutions de même fabrication que la constitution politique de la cité.

La constitution et la religion, contemporaines l'une de l'autre, sorties des mêmes mains et faites pour marcher côte à côte en se prêtant un mutuel

1. C'est ainsi que les pluies de pierres furent toujours *procurées* par neuf jours de *féries*. Tite-Live, XXXVIII, 22, 36. — Aulu-Gelle, II, 28.

2. Voir première partie, ch. I.

appui devaient conserver après cinq siècles cette solide union et l'avaient conservée en effet. Prêtres et magistrats ne vont guère l'un sans l'autre en ce sens que les premiers sont les auxiliaires des seconds.

Il en était ainsi des féciaux et des augures que les consuls appelaient pour consulter les présages, avant de négocier les traités, de convoquer les comices. Ils étaient là, serviles compères de magistrats ambitieux ou despotes pour dissoudre à propos des assemblées compromettantes.

Il était donc normal qu'au-dessus des uns et des autres, le Sénat, vigilant gardien de la constitution fût en même temps celui de la religion et qu'il fût appelé à défendre les deux sœurs jumelles, à leur imposer le même contrôle.

Loin de s'affaiblir avec le temps, l'autorité des *pères conscrits* puisait dans sa forte organisation et dans son passé un crédit grandissant (1). L'époque où nous nous plaçons, deux siècles avant la fin de la République marque le commencement de cette évolution qui finit par faire du Sénat le véritable maître de Rome avec l'empereur. Longtemps avant cet apogée du pouvoir sénatorial, les *patres* sans dépouiller le caractère de conseillers ont pris l'habitude de ne pas voir discuter leurs avis et ils commandent en fait aux magistrats comme aux pontifes.

1. Cf. Cicéron. *Phil.*, III, 13, § 32 : « *Magna vis est, magnum nomen unum et idem sentientis senatus.* »

La tutelle n'est point sans peser quelque peu aux premiers qui font de fréquents efforts pour s'y soustraire (1), mais quel besoin auraient-ils de l'éluder en matière religieuse. A quoi bon faire parade de leur indépendance quand le Sénat parle au nom des dieux (2) ?

Quant aux pontifes et aux Vviri ils sont en droit et en fait dépourvus à peu près de toute force exécutrice dont sont revêtir leurs décisions. Ils n'avaient, bien entendu, aucune velléité d'émancipation. Ils se tenaient aux ordres du Sénat, ne délibéraient que s'ils avaient été officiellement saisis par lui. Ils n'ouvraient les livres sibyllins que sur son invitation. Enfin le Sénat était leur maître jusque dans leur sein, et le peuple dut intervenir plus d'une fois pour faire respecter leurs règlements disciplinaires (3).

La plupart du temps d'ailleurs on sauvait les apparences et les solutions proposées par les collègues passaient intactes par les mains des sénateurs qui n'y mettaient que l'estampille officielle en les transformant en sénatus-consultes. Souvent même il les validaient par avance (4).

1. Cf. Maynx. *Droit romain*, I, p. 217.

2. L'histoire rapporte un cas d'insubordination d'un magistrat envers les avis du Sénat : celui du consul Piso qui célébra en 696 les *ludi compitalici* malgré le sénatus-consulte de 690. (Cicéron. *In Pis*, 4, 8.)

3. Consulter Bouché-Leclercq. *Les Pontifes de l'ancienne Rome*.

4. Liv. XXII, 1 ; XLI, 16.

De leur côté, les magistrats étaient strictement libres d'exécuter à leur gré les mesures opportunes sans qu'il y eut besoin de vote du Sénat. Ils prenaient alors ses avis et les suivaient par habitude et souvent par raison (1).

Les apparences furent sauvées quoique de façon plus maladroite lorsqu'il fallut réprimer les bacchanales. Le Sénat n'a-t-il pas l'air de parler en maître tandis qu'il envisage les réunions demeurées permises malgré la prohibition générale ? Il faudra, dit le sénatus-consulte que les adeptes sollicitent pour se grouper une autorisation expresse. Ce sera le Sénat qui jugera de l'opportunité qu'il peut y avoir à l'accorder ou la refuser d'après le rapport du prêteur urbain. Cent sénateurs au moins devront assister à la séance (2).

1. C'est uniquement le *mos majorum* qui fait aux magistrats un devoir de prendre dans les circonstances graves l'avis du Sénat et le fait de s'y être soustraits ne les expose à aucune sanction pénale. Le Sénat qui tient à être consulté n'a pas de moyens coercitifs contre eux et c'est seulement par voie indirecte, en forçant les consuls à nommer un dictateur ou plus tard en usant de l'influence des tribuns qu'il pourrait parvenir à ses fins. Cf. Willems *Le Sénat de la République romaine*, II, p. 225. — Maynx. *Droit romain*, I, p. 217.

2. *Bacas vir nequis adiese velet... nisi praitorem urbanum adiesent; isque des senatus sententiad dum ne minus senatoribus C. adesent...* C. I. L., I, 196.

Sacra in oquoltod ne quisquam fecise velet, neve in poplicod neve in privatod, neve extrad urbem sacra quisquam fecise velet nisi praitorem, etc... C. I. L., I, 196.

Nous remarquons ici, avec M. Willems, que le Sénat se dissimule encore derrière les magistrats puisque c'est sur la demande des deux consuls que le sénatus-consulte a été rendu (1). Indépendamment de la formule qui constitue le préambule de tous les sénatus-consultes, le décret prend la peine de faire ressortir à la suite des articles que nous citons en note, le rôle consultatif que ses auteurs doivent jouer : « *Quom ea res consoleretur.* »

Le Sénat ne commande pas aux consuls. Il reçoit d'eux au contraire le mandat d'assister le prêteur urbain dans l'examen des dispenses qui pourront être accordées. Si son avis doit faire loi pour le prêteur c'est que ce dernier est contraint de déférer à la volonté de ses supérieurs, les consuls, qui le lui imposent (2).

Il nous semble donc possible d'affirmer que, dans la circonstance, le Sénat ne sortit pas des limites officielles où son action, telle que nous l'avons décrite, pouvait s'exercer. La constitution ne lui donnait pas de pouvoirs mais, par définition, gardien des institutions romaines et par habitude, sorte de trait d'union entre les pontifes et les détenteurs de la force publique, il domina les uns et les autres en les animant de son esprit.

Son intervention fut moins régulière dans le procès de Clodius pour le crime commis dans la maison

1. *Marcius L. f. S. (p.) Postumius L. f. cos. senatum consoluerunt.*

2. Willems, *Le Sénat*, II, p. 325.

de César (1) et plus tard, sous Tibère, pour le grand procès dirigé contre les Juifs et les Isiaques (2). Mais à cette époque, le masque était arraché, la dyarchie devenue officielle, et malgré l'archaïsme voulu des formules, les « patres », comme Auguste, en se défendant d'exercer le pouvoir, menaient presque seuls toutes les affaires.

Il eût été possible au Sénat, s'il l'eût voulu, de conserver pareille attitude pour tout ce qui concernait les affaires religieuses, de demeurer l'intermédiaire officiel, indispensable et précieux entre les prêtres et le pouvoir public, mais de s'en tenir, au moins apparemment, au rôle d'intermédiaire. Des soucis plus importants que ceux d'apaiser par des rites déterminés, les irascibles dieux qu'ils ne craignaient guère, justifièrent à leurs yeux une intervention moins effacée. Nous oserons dire que sous cette forme, cette intervention ne nous apparaît pas encore illégitime. Il s'agit des rapports du Sénat avec les religions étrangères et de la police générale des cultes.

Il faut avant tout dans l'étude de ces matières, rester pénétré du caractère que nous avons décrit comme singularisant la religion romaine et voir en elle une partie intégrante de la cité. L'Etat n'a point adopté pour les rendre officielles tel fonds de cro-

1. Willems, *loc. cit.* — Plutarque. *César*, 10.

2. Tacite. *Ann.*, II, 85. — Josèphe. *Ant. Jud.*, XVIII, III, 4 et 5.

yances formé des aspirations ou des légendes de son peuple, il lui a donné ses dieux, l'a dotée à la fois de son organisation religieuse comme de ses dogmes, conservant ainsi la haute main sur l'une et la garde des autres. « Les mêmes personnes, dit Cicéron, président à la religion et gouvernent la République. » Nous avons vu comment les « *patres* » comptaient dans leur sein plusieurs membres des grands collèges. « Grâce à eux, un large courant laïque circula toujours dans la religion romaine » (1).

Il faut donc se garder, nous semble-t-il, d'envisager la question de l'immixtion du Sénat dans le domaine des consciences, avec le parti pris d'une démarcation trop nette entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux. Le grand corps dont Rome avait fait le dépositaire de ses traditions étendait normalement sa sphère d'autorité sur ces frontières indécises. En face des occurrences qui menaçaient l'intégrité de ces traditions il peut montrer son initiative propre et trancher *de suo* au moins les questions de principe.

C'est ainsi que, sans se retrancher derrière le fatidique caprice des fameux livres sibyllins, plusieurs fois consultés en cette matière, le Sénat peut s'opposer à l'importation de divinités étrangères, d'une concurrence peut-être fatale aux divinités nationales, ou interdire à la dévotion des citoyens des rites

1. Boissier (G) *La religion romaine d'Auguste aux Antonins*, I, p. 13.

compromettants. Sur ce terrain, il est allé assez loin aux diverses époques de l'histoire romaine. Toujours, il s'est attribué la juridiction exclusive sur les cultes étrangers, défendant en autocrate l'accès du Pomerium sacré (1). Sans doute, il ne réussit pas à enrayer le mouvement orientaliste, qui grandissait chaque jour, parce que ce mouvement incarnait des tendances impérieuses de l'âme romaine, mais il eut recours à des moyens énergiques pour le combattre.

Bien qu'il eût officiellement admis le culte de Cybèle en 549 et lui ait dédié un temple en 563, on l'avait vu défendre aux citoyens romains de prendre part au sacerdoce de la déesse (2).

Lorsqu'à la suite de Cybèle, première importation de ces cultes grecs au mysticisme sensuel et dépravé, les autres divinités exotiques jetèrent sur les places publiques de Rome cette tourbe de charlatans, sacrificateurs de bas étage, qui vendaient à la populace affamée leurs formules et leurs sortilèges, le Sénat fut sévère à l'égard des édiles et des triumvirs capitaux dont la mollesse avait favorisé cette dangereuse éclosion. Le récit de Tite-Live ne laisse

1 Le témoignage de Tertullien est à deux endroits très précis : *Vetus erat decretum ne quis deus ab imperatore consecraretur nisi a senatu probatus* (Tertullien. *Apol.*, 5). — *Ut Deus non sit nisi cu esse permiserit senatus* (Tertullien. *Ab. nation.*, I, 10.)

2. Marquardt. *Le culte chez les Romains*, trad. Brissaud, p.

— Daremberg et Saglio, v° *Cybèle*.

aucun doute sur le rôle directeur du Sénat dans cette circonstance. « Il devint évident, dit-il, que le mal s'était déjà trop étendu pour que des magistrats inférieurs puissent y remédier et le Sénat chargea Atilius, préteur urbain, de délivrer le peuple de ces superstitions (1). »

De la même manière furent chassés, sur les ordres du Sénat, les astrologues de Chaldée, dès longtemps signalés par Caton à la réprobation des autorités en 615 (2).

Le coup porté par le sénatus-consulte des bacchanales, ne fut pas, on le voit, une exception. La gravité des désordres et la sévérité avec laquelle ils furent réprimés a mis en évidence ce qui ne fut qu'un acte sanglant d'une longue politique de défense contre l'envahissement de l'esprit et des dogmes orientaux.

Les *patres* possédaient incontestablement le droit de fermer ou d'ouvrir le Pomerium aux dieux exotiques, mais dans le procès des bacchanales, ils n'usèrent pas, au moins en apparence, de ce droit. La portée de leur décret est par leur volonté restreinte à la forme licencieuse du culte de Bacchus, conformément à l'usage traditionnel dans toute loi ou disposition réglementaire de réserver ce qui pourrait violer le droit des dieux.

1. Liv. XXV, 1. — Cicéron. *De legibus*, III, 3.

2. Valère Maxime, I, III, 2.

« *Atque utei ea Bacchanalia sei qua sunt extrad quam sei quid ubei sacri est...dismota sieut* (1). »

Le culte de Bacchus, en principe, ne fut pas prohibé. La preuve en est dans le souci démontré par le sénatus-consulte qu'ont eu les *patres*, de prévoir les réunions inoffensives et de les permettre en les soumettant à de rigoureuses formalités (2).

Nous étudierons maintenant la légalité des moyens utilisés par le Sénat dans la répression. Il nous semble acquis que les *patres* pouvaient prendre l'initiative de mettre fin aux bacchanales, en tant que danger social et religieux, et qu'ils ne firent, en s'en mêlant, rien que de conforme à leur mission. Aulu Gelle avait raison de dire : « De rebus divinis priusquam humanis ad senatum referendum esse (3) (4). »

1. C. I. L. I. 196. Cf. Mommsen. *Droit public*, VI¹, p. 382. — *Tite-Live* dit aussi : « *Ut omnia Bacchanalia... diruerent extra quam si qua ibi vetusta ara aut signum consecratum est* » (XXXIX, 18,7).

Valerius Probus. *De litt sign.*, III. 13.

2. Sur la question de savoir si les autorisations exigées par le sénatus-consulte furent jamais sollicitées ou accordées voir *infra* Conclusion.

3. Le Sénat possédait, en matière religieuse, un certain nombre d'attributions concrètes, par exemple : le droit de fixer par sénatus-consulte la date des *feriæ latinæ* (Cicéron. *Ad fam.*, VIII, 6, § 3. Liv. XLII, 35) — de décréter l'*instauratio* des cérémonies irrégulièrement accomplies (Liv. II, 36. — XL, 59, etc..) — de prolonger les fêtes annuelles ou d'en constituer de nouvelles (Dionys, VI, 95. Liv. XXII, 1. — XXXIX, 7. — V, 50. — XXV, 12. — XXXVI, 23) — de voter la construction et la dédicace de temples ou de chapelles,

Cf. Mommsen. *Droit public*, VII, p. 264.

4. Aulu Gelle, XIV, 7.

CHAPITRE III

Le mode d'intervention du Sénat. Sa légalité

Le Sénat ainsi placé à la tête de l'organisation constitutionnelle de Rome, pour en être le régulateur souverain et la défendre contre les périls qui pourraient la menacer, devait avoir entre les mains des moyens énergiques si des occurrences graves le forçaient de sévir.

Il importe alors qu'une direction unique se substitue à des pouvoirs que leur compétence restreinte ou leur mésintelligence entre eux rendraient impuissants en face du danger (1). Le Sénat ne possède pas de pouvoirs propres mais il a le droit d'en conférer, au moins avec l'assentiment du peuple, à une autorité d'exception (2). C'est ce qui se produisit en 568.

D'après le rapport des consuls, le scandale mis au jour par les révélations d'Hispania Fecenia et de son amant était déjà assez considérable pour que les chefs du pouvoir exécutif, magistrats supérieurs de

1: Mommsen, *Droit public*, III, p. 169.

2. Mommsen, *op. cit.*, VII, p. 270 et III, p. 126.

la République, ne se sentissent pas de force à lutter contre lui.

Le délit, ou plutôt les délits dont les sectateurs de Bacchus s'étaient rendus coupables, auraient sans doute pu trouver leur sanction dans l'application du droit commun. Ils se présentaient bien pour quelques-uns sous un aspect qui les mettraient sous une compétence exceptionnelle (nous reviendrons d'ailleurs sur la nature du crime des bacchanales) mais il est certain que les juridictions criminelles n'étaient pas en principe désarmées contre eux.

Le nombre des coupables apparut dès les premiers jours tel que les consuls sentirent peser trop lourdement sur leurs épaules la responsabilité de la répression et, suivant l'usage en matière de péril public, ils en référèrent au Sénat. N'était-ce pas ce courant d'esprit oriental, dès longtemps surveillé comme une périlleuse influence par les *patres*, qui, s'infiltrant par des ramifications souterraines, jaillissait à la lumière en menaçant de submerger et d'entraîner avec lui la religion et la morale romaines ?

Les adeptes du nouveau culte se recrutaient de la façon la plus diverse. Les uns étaient citoyens, d'autres pérégrins ; il y avait des hommes et des femmes, des hommes libres et des esclaves. L'autorité des magistrats n'était pas la même à l'égard des uns et des autres. Sans appel en ce qui concernait les non-citoyens, les esclaves ou les femmes, elle devait s'ef-

facier devant la juridiction suprême du peuple en ce qui concernait les citoyens mâles. Si, comme le raconte Tite-Live, le nombre des conjurés était assez grand pour se dresser un jour peut-être en face des assemblées populaires, les consuls pouvaient-ils se flatter que les comices seraient assez forts pour prononcer sans crainte d'intimidation ou de lâcheté?

Le Sénat fut donc mis en demeure par les circonstances de prendre les mesures indispensables.

Les moyens de faire sortir la procédure de ses limites habituelles ont varié suivant les époques. Inégalement constitutionnels, ils nous sont parvenus la plupart du temps à travers les exemples qui nécessitaient leur emploi et la tâche est malaisée de les exposer d'une façon systématique. Au III^e siècle de Rome (1) une magistrature apparaît que ne lie pas le droit de provocation et qui prononce sans appel au peuple les condamnations à la mort et aux amendes supérieures, aussi bien dans le territoire *domi* que dans le territoire *militiæ* : c'est la *dictature*. Cet *imperium* illimité qui appartient aux dictateurs est justifié par la nécessité qui l'appelle au pouvoir et aussi par le caractère militaire de son autorité.

1. Le premier dictateur ne saurait être fixé de façon certaine. Ç'aurait été, suivant les uns, M. Valerius (Festus, v. *Optima Lex*, p. 198. Liv. II, 48). Suivant d'autres, Larcus Flavius, en 253 (Cicéron, *De Rep.* II, 32, 56. Varron). Les seules indications non suspectes que nous ayons de la nomination du dictateur ne remontent pas au delà de l'année 319.

Il use, en l'exerçant, et simplement d'une manière plus absolue, du droit de légitime défense qui appartient aux autres magistrats en cas de trouble ou de rébellion (1).

C'est en effet dans les circonstances graves, qu'il est procédé à la nomination d'un dictateur : la plupart du temps en cas de guerre, mais aussi contre les dangers de l'intérieur « *in asperioribus bellis aut in civili motu difficiliore* » (2). Il reste loisible d'ailleurs au dictateur de laisser le peuple statuer suivant le droit commun (3). Mais s'il le juge indispensable il a la faculté de le lui interdire.

Pourtant, à une date inconnue qui ne doit pas être celle des lois de 305 sur la provocation mais plutôt celle de la loi Valeria de 455 (4), cette faculté fut retirée au dictateur. Cette transformation se révélerait, d'après Festus, par la suppression des mots « *ut optima lege* », addition contenue dans le plus ancien formulaire de nomination du dictateur (5).

A l'époque qui nous occupe la dictature venait de disparaître (6). D'ailleurs le Sénat ne possédait pas

1. Mommsen, *Droit public*, III, p. 186.

2. Id. III, p. 163.

3. Liv. II, 18 ; II, 30 ; III, 20.

4. Mommsen, *loc. cit.* p. 189.

5. Festus, éd. Muller, p. 198.

6. Le dernier dictateur fut C. Servilius nommé lors des guerres d'Annibal. Mommsen. *Droit public*, III, p. 193.

le droit de nommer de lui-même un dictateur, ce qui est réservé aux consuls ou aux tribuns (1) et rarement au préteur, mais l'initiative des *patres* peut déterminer les magistrats compétents à faire la nomination et il n'y a pas d'exemple que ceux-ci se soient dérobés à leurs ordres (2).

Une mesure plus extrême, mais d'une légalité douteuse (3) pouvait aussi suspendre le cours ordinaire de la justice. Son usage est entre les mains du Sénat, c'est le *senatus consultum ultimum* : la célèbre formule : *caveant consules ne quid detrimenti Respublica capiat*. Elle n'est encore pas à sa place ici car le premier usage qui en fut fait fut dirigé contre les partisans de Tiberius Gracchus (4). Le *S. c. ultimum* confère aux magistrats des pouvoirs exceptionnels pour réprimer des troubles intestins, la rébellion ouverte de citoyens ou de magistrats (5).

Les auteurs de troubles sont traités comme des ennemis de la République *hostes* et de ce chef condamnés *sine provocatione* (6).

1. Mommsen, *op. cit.*, III, p. 167 et 168.

2. Mommsen, *op. cit.*, III, p. 170.

3. D'après Mommsen le *Sc. ultimum* serait un pouvoir reconnu au Sénat par les divers auteurs qui en parlent. En sens contraire, Willems.

4. Val. Max. IV, 7, § 1. — Plutarque, *Tiberius Gracchus*, 20. — Cf. Willems. *Le Sénat*, II, p. 248. — Mommsen. *Droit public*, VII, p. 474

5. Mommsen. *Dr. public*, II, p. 377 ; VII, p. 475. — Willems, *op. cit.*, II, p. 252.

6. Mommsen. *Droit public*, VII, p. 467. Cf. Liv. *Epit.*, LXXVII, 43. — Salluste, *Catilina*, 86.

La légitimité de ce procédé est très contestable à Rome, les *optimates* tentaient de le justifier par la déchéance qui selon eux priverait l'*hostis* de sa qualité de citoyen, les *populares* plus hypocritement tentaient de dégager la responsabilité du Sénat qui conseille la mesure pour la rejeter sur les magistrats qui l'exécutent (1). A vrai dire, la justification du *S. c. ultimum* s'induit de sa formule même en remontant au principe qui l'inspire : « *Salus populi suprema lex esto* (2). »

Le Sénat, en 568, n'usa pas de procédés si violents. La dictature et le *S. c. ultimum* sont des mesures éphémères, sans doute, mais dont le champ d'application est très vaste et dépasse le département de la justice.

On pouvait, sans en venir à ces extrémités, dans le simple but d'assurer une répression plus énergique pour des infractions déterminées, confier le soin de les juger à une juridiction d'exception *cognitio, quaestio extraordinaria* douée de pouvoirs plus étendus que les juridictions de droit commun.

Ces tribunaux n'étaient pas notamment liés par le *jus provocationis* dont nous allons maintenant dire un mot.

1. Willems. *Le Sénat*, II, p. 157. — Mommsen. *Droit public*, II, p. 378 et la note.

2. Willems, *op. cit.*, p. 257.

Plusieurs lois, les lois *Valeria* de 245 et 454 (1), *Duilia* et *Valeria* de 305 (2), *Porcia*, date incertaine (3), avaient fondé à Rome une prérogative réservée à la qualité de citoyen : le droit de *provocatio ad populum*. Toute sentence émanant d'un magistrat revêtu de l'*imperium* et emportant condamnation à mort ou à une amende d'un taux déterminé, ne peut être exécutée que si elle a reçu l'exequatur du peuple réuni dans ses comices. C'est entre les mains du peuple qu'est remise la vie du citoyen et lui seul

1. Loi *Valeria* proposée en 245 par le consul F. Valerius Putifus. — Cf. Cicéron. *De Republica*, II, 31, 55 : *Publicola lege de provocatione perlata statim secures de fascibus sumi jussit*. — Pomponius. *Enchiridion*. Dig. I, 2, 2, 16. — Cf. Cuq. *Institutions juridiques*, I, p. 110.

Deuxième loi *Valeria* proposée en 454 par le consul Valerius Corvus. — Cf. Liv. X, 9 : *Valeria lex eum qui provocasset virgis cædi securique necare vetuisset, si quis adversus ea fecisset, nihil ultra quam improbe factum adjecil*.

2. Plébiscite proposé par le tribun M. Duilius en 305, portant que quiconque laisserait le peuple sans tribuns ou créerait une magistrature *sine provocatione* serait puni par les verges et la hache. Cf. Liv. III, 55, 14. — Cet acte accompagnait la résolution votée par les comices sur la proposition des consuls L. Valerius et M. Horatius à l'expiration des pouvoirs des *Decemviri legibus scribendis* magistrats *sine provocatione*. (Cicéron. *De Republica*, II, 31, 5. — Cf. Mommsen, *Droit public*, IV, p. 426 et 427.)

3. Loi autorisant l'appel au peuple sur le territoire *militiæ* par conséquent contre les décisions des magistrats exerçant leurs fonctions hors de Rome et de la première borne milliaire. Elle est probablement postérieure à l'époque qui nous occupe. Cf. Salluste. *Jugurtha*, 46.

possède le droit de la lui retirer, non le magistrat, quel qu'il soit.

Le *jus provocationis* a d'ailleurs une portée restreinte puisque seuls sont admis à ce bénéfice les citoyens romains mâles (1). Le droit de coercition des consuls, préteurs, gouverneurs de provinces, etc... demeure entier et absolu à l'égard des femmes citoyennes ou pérégrines ainsi qu'à l'égard de tous les pérégrins. Mais dans cette étroite sphère il faut affirmer que seule une loi d'exception peut enlever aux citoyens romains la faveur de l'appel en dernier ressort aux comices. Toute justice exercée hormis ces lois d'exception à l'encontre du droit de provocation est une illégalité (2).

Il serait possible que les lois que nous avons citées, mal connues de nous, aient eu soin de prévoir des restrictions générales à leur application, notamment en se basant sur le caractère des infractions commises. Mommsen (3) fait observer que, dans les grandes affaires où l'illégalité a pu être consommée, les poursuites étaient dirigées contre des inculpés de tous ordres, pérégrins, femmes, citoyens et en même temps sur des territoires soustraits au droit de provocation. (Nous savons en effet que dans le territoire *militiæ*, la constitution de tribunaux d'exception

1. Mommsen. *Droit pénal*, trad. Duquesne, I, p. 164.

2. Mommsen. *Droit public*, III, p. 127.

3. Mommsen. *Droit public*, III, p. 127 et *Droit pénal*. I. p. 40;

était légale.) Que si dans ces vastes instructions, des citoyens romains se trouvaient impliqués, il serait possible qu'ils eussent subi le sort commun à raison de la difficulté de séparer leur cas de celui de leurs complices. Pareil raisonnement avait bien plusieurs fois autorisé le grand pontife à prononcer et faire exécuter des condamnations à mort en dehors de sa compétence propre en se basant sur la connexité de l'infraction commise avec le crime religieux (1).

En l'absence de preuves à l'appui de cette hypothèse, nous devons admettre que toute procédure aboutissant à la peine capitale doit suivre deux phases : une première devant le magistrat et la seconde devant le peuple.

La pratique fit les exceptions que les lois, semblait-il, n'avaient pas autorisées, et ce furent les tribunaux extraordinaires dont nous avons parlé. A la fin de la République et sous l'Empire des lois créèrent à diverses reprises des juridictions permanentes chargées de la poursuite et de la répression sans appel de certaines infractions. « *Quæstiones perpetuæ* (2). » La plus ancienne juridiction ainsi créée que

1. Caton chez Festus, p. 241. Dion Cassius 7, 8. — Cf. Mommsen. *Droit public*, III, p. 64.

2. Le mot « *quæstio* » sert à désigner la procédure pénale relevant exclusivement du magistrat. *Quærer* dans la langue juridique usuelle désigne la question du juge à l'accusé. (Mommsen. *Dr. pénal*, I, p. 168, n. 3, et I, p. 215 et s.)

nous connaissons naquit de la loi Calpurnia *repetundarum* qui criminalisa le délit de concussion.

Sans engager l'avenir, par une loi de cette espèce, le peuple peut aussi, s'il se trouve en présence d'une grosse affaire intéressant l'ordre public, instituer, et cela encore par voie législative, un tribunal extraordinaire *cognitio extraordinaria*(1), assemblée éphémère qui n'existe qu'en vue d'un ou de certains procès déterminés.

Les pérégrins et tous ceux qui ne jouissent pas du *jus provocationis* ne relèvent pas de cette juridiction ; ils sont soumis au « *jus vitæ necisque* des consuls et à tous les pouvoirs coercitifs des autres magistrats (2). Ces *cognitiones extraordinariæ* étaient composées d'un nombre variable de membres présentés par les consuls ou les préteurs à l'approbation du peuple (3). Un plébiscite leur conférait leurs pouvoirs (4) et généralement, elles étaient présidées par le magistrat qui avait dressé la liste de présentation.

1. Mommsen, *Droit public*, III, p. 125.

De pareilles lois étaient d'une légalité douteuse puisqu'elles conféraient au magistrat chargé de la *quæstio extraordinaria* des pouvoirs supérieurs à la provocation, ce qui était constitutionnellement défendu depuis l'abolition de la dictature. Cf. VI¹, p. 419.

2. Willems. *Le Sénat de la République*, II, p. 279.

3. Cicéron. *De fin.*, II, 16, 54. Liv. XLII, 21,22. — Cf. Mommsen *Droit public*, III, p. 126 et IV, p. 883 et s.

4. Valère Maxime, 4,7,1.

Quel rôle le Sénat peut-il avoir à jouer dans l'établissement de ces tribunaux d'exception ou d'une façon générale dans la répression par voie extraordinaire des grands scandales publics.

En fait son intervention fut fréquente dans l'instruction des procès criminels. Lorsqu'eut disparu la dictature proprement dite, après le III^e siècle, nous voyons dans Tite-Live, à plusieurs reprises, le Sénat conférer de sa propre initiative des « *quæstiones extraordinariæ* » aux consuls et aux préteurs.

En 204, par son ordre, le préteur Pomponius, nommé en Sicile, dut faire une enquête, *cognoscere*, dans l'Italie méridionale contre les soldats de Pleminius, légat du proconsul Scipion et contre Pleminius lui-même, au sujet des crimes dénoncés au Sénat par les députés de Locres (1).

Le procès des bacchanales nous offre plusieurs exemples d'instructions prétoriennes ou consulaires de cette espèce : D'abord, la grande instruction faite par les consuls à Rome et dans toute l'Italie : « *Consulibus ambobus quæstio de clandestinis conjurationibus decreta est* » (2). *Quæstionem deinde, de Bacchanalibus sacrisque nocturnis extra ordinem consulibus mandant (senatores)* (3). »

Puis les enquêtes destinées à combattre dans les

1. Liv. XXXIX, 9, 20.

2. Liv. XXXIX, 14.

3. Liv. XXXIX.

provinces ce qui pouvait demeurer encore des débris de la conjuration. En 569, celle du préteur Postumius contre les esclaves d'Apulie qui s'étaient soulevés. En 570 du préteur de Sardaigne retenu en Italie pour poursuivre les empoisonneurs (1). En 574, Rome et ses environs, dans le rayon limité par la première borne milliaire, doivent être fouillés par le préteur pérégrin et en 575, par le préteur urbain (2). Dans le reste du territoire occupé par des citoyens, c'est encore le préteur destiné à la Sardaigne (3) qui est chargé de la *quæstio* en 574 et qui en 587 est retenu à Rome « *ex senatus consulto ad res capitales quærendas* » (4).

On peut trouver d'autres exemples, notamment le procès dirigé contre les partisans de Tiberius Gracchus dont un certain nombre furent exécutés (5) et le procès des complices de Catilina (6).

Il ne faudrait pas mettre sur le même pied tous ces cas d'intervention du Sénat et nous avons à dessein choisi exclusivement ceux où cette intervention pouvait paraître plus exorbitante.

Souvent, en effet, le Sénat se contentait de deman-

1. Liv. XXXIX, 38, 3. Cf. XLI, 5.

2. XL, 44, 6.

3. XL, 37, 4. Cf. IV, 3, 2.

4. Liv. XLV, 16, 4.

5. Valère Maxime, IV, 7, 1. — Plutarque. *Tiberius Gracchus*, 20, 25.

6. Salluste. *Catilina*, 29, 55.

der au peuple par l'intermédiaire d'un consul de vouloir bien déléguer son autorité répressive à un tribunal exceptionnel, *quæstio extraordinaria*. Plus fréquemment encore, les comices, en votant cette mesure avec ou sans l'invitation du Sénat, accordaient à celui-ci la mission de désigner lui-même le président et les membres de cette commission. Dans ce cas le Sénat n'a eu besoin d'aucune compétence criminelle, puisqu'en définitive ce n'était pas de lui mais du peuple qu'émanait la juridiction de la *quæstio*.

Mais comment faut-il traiter les autres hypothèses, celles où les sénateurs ont fait naître des tribunaux extraordinaires de leur propre volonté, sans consultation préalable des comices ?

Une solution générale est difficile à donner à des espèces très diverses, inégalement connues mais toutes incomplètement connues. Il existe pourtant une solution de principe absolument formelle. Nous la trouvons dans Polybe affirmée de la façon la plus catégorique, et le témoignage de l'historien grec n'est pas suspect puisqu'il émane d'un contemporain de Caton le censeur et des bacchanales de 568.

Or Polybe écrivait : « Quant au Sénat, quelque grande que soit sa puissance, il doit, dans toutes les affaires publiques, s'adresser à la multitude et en tenir compte. Il ne peut juger les grands procès ni punir les crimes qui intéressent l'État ou entraînent

la peine capitale, si elle n'a pas confirmé la peine proposée (1).

Il est certain que le Sénat ne possède en effet aucune juridiction criminelle(2). Par suite il ne doit pas pouvoir en déléguer une quelconque à des autorités de son choix. *A fortiori* toute décision en matière capitale doit lui être refusée. Seuls les magistrats revêtus de l'*imperium* peuvent exercer la justice criminelle. Les pérégrins, les femmes et les esclaves sont soumis à leur *jus vitæ necisque*. Les citoyens ne relèvent, en ce qui regarde la peine de mort, que du peuple. Mais ni sur les uns ni sur les autres, le Sénat ne peut avoir de juridiction surtout *sine provocatione*.

1. Polybe, VI, 1.2 αν μη συνεπιχύρωση τὸ προβεβούλομενον ὁ δῆμος.

2. Cf. Zumpt : *Das criminalrecht der römischen Republik*, I, 2, p. 366. — Maynx. *Droit romain* I, p. 160. On a voulu voir la preuve d'une compétence criminelle appartenant au Sénat dans un texte de Cicéron : « *Sine judicio senatus aut populi aut eorum qui de quaque re constituti sunt judices...* (Cic. *Pro domo sua* 13).

Cf. Louvet : « Ce qui a sans doute pu porter certains auteurs à reconnaître au Sénat une juridiction répressive propre, c'est que somme toute, il possède un grand nombre d'attributions se rattachant à l'exercice de la justice criminelle. Ainsi, lorsqu'il s'agissait d'une affaire de haute importance, crime ou conspiration contre la République, c'était presque toujours au Sénat qu'était faite la première dénonciation. C'est encore à cette assemblée qu'il appartenait d'inviter les magistrats à sévir et à soutenir leur sentence devant le peuple : Il pouvait accorder l'impunité aux dénonciateurs, décréter une arrestation préventive, hâter la réunion des comices... » (Louvet, *op. cit.*, p. 54.)

Toute dérogation à cette loi constitutionnelle est abusive sans en excepter, croyons-nous, le *senatus consultum ultimum*, auquel Willems donne comme justification unique qu'il était pris « dans des circonstances où le salut de l'État obligeait le Sénat à se mettre au-dessus de la légalité » (1).

Sans toucher à la constitution, les pères conscrits ne peuvent donc pas créer de juridiction criminelle et, entre autres choses, prendre l'initiative de nommer une *quæstio extraordinaria* capable de juger et de prononcer des sentences *sine provocatione*. L'irrégularité d'un pareil mode de répression est toujours apparue aux magistrats qui représentaient les droits du peuple et ceux-ci le clamèrent bien haut chaque fois que ces prérogatives populaires furent mécon-
nues.

Dans le procès de haute trahison intenté contre les Campaniens qui avaient reçu de Rome le droit de cité et qui avaient ensuite embrassé la cause d'Hannibal, nous voyons Régulus venir au Sénat et lui défendre de les juger (2).

Et les sénateurs savaient si bien eux-mêmes qu'ils n'avaient pas le droit de juger les citoyens que plusieurs d'entre eux, lors de la conjuration de Catilina,

1. Willems. *Le Sénat de la République*, II, p. 257.

Cicéron. *De legibus*, III, 3, § 18.

2. « *Per senatum agi de campanis qui cives romani sunt injussu populi non video posse.* » Liv. XXVI, 33.

se levèrent et quittèrent la séance pour ne pas prendre part à une décision touchant la vie des citoyens(1) Cicéron et Popilius Lænas expièrent en exil une obéissance trop passive aux ordres du Sénat.

Nous ne voudrions ni ne pourrions entrer dans le détail des diverses affaires où le Sénat abusa de ses pouvoirs par la création irrégulière de commissions exceptionnelles.

Cette longue partie générale était nécessaire pour que nous puissions maintenant voir si la conduite du Sénat dans le scandale des bacchanales, doit être rangée au nombre de ces excursions extra-légales d'un corps presque tout-puissant.

Les opinions sont partagées. Certains auteurs, Maynx, Mommsen dans son *Droit public*, Louvet, ne font pas de distinction entre l'hypothèse qui nous occupe et les autres et la considèrent nettement comme une usurpation.

Ils ne mettent pas en doute que Sénat ait outre-passé ses droits en prononçant des condamnations à mort dans plusieurs cas, notamment dans la conjuration de Catilina et, dans l'affaire des bacchanales, en constituant de sa propre volonté une *quæstio extraordinaria* investie de pouvoirs illimités.

Toutefois, en le condamnant en droit, ils l'absolvent en fait à raison des circonstances.

D'abord, le Sénat usa, d'après eux, non pas d'un

1. « *Ne de capite videlicet civium romanorum sententiam ferant,* »

pouvoir judiciaire puisque son incompetence en telle matière ne saurait être contestable, mais d'un pouvoir politique (1). C'est la théorie du Sénat *comité de salut public* et prenant en face du danger des mesures irrégulières mais nécessaires « parce qu'il est certain de l'approbation du peuple ou qu'il se croit assez fort pour le braver » (2).

Ainsi que le fait remarquer Mommsen, ces mesurent le v^e et le vi^e siècles nous offrent tant d'exemples ont presque toujours un caractère politique (3). Il n'y aurait en ce cas rien d'anormal à ce que le Sénat fût consulté mais ce ne serait pas à lui de sévir. Chaque fois que les infractions commises en Italie présentent par leur gravité ou par le nombre considérable des criminels l'aspect d'un danger public, le Sénat doit être interrogé et, la plupart du temps, c'est le consul ou à son défaut un préteur spécialement commis qui se charge de la poursuite. « La répression militaire et l'*animadversio* du droit criminel se trouvent ainsi réunies dans les mêmes mains (4). »

De même en ce qui concerne l'*imperium* des magistrats supérieurs que ne lie pas le droit de *provocatio*, le Sénat exerce encore une direction régulière ;

1. Maynx. *Cours de Droit romain*, I, p. 160.

2. Louvet, *op. cit.*, p. 57.

3. Mommsen. *Droit public*, III, p. 131 et s.

4. Mommsen, *op. cit.*, III, p. 132.

cette fraction de l'*imperium* n'est en effet que l'application pratique du droit de coercition et de la police générale sur laquelle la haute main appartient au Sénat (1).

Enfin, si le crime réunit des coupables de nationalité non romaine et porte ses ramifications dans les États sur lesquels Rome étend son autorité tout en leur laissant leur autonomie, le Sénat, détenteur de cette autorité, doit nécessairement intervenir pour donner les ordres que les magistrats seraient sans qualité pour donner (2).

Ce pouvoir que le Sénat est ainsi appelé à exercer, soit à raison d'un danger public, soit comme supérieur hiérarchique des magistrats en ce qui concerne leur droit de coercition, soit comme gouvernement métropolitain vis-à-vis des cités autonomes est donc un pouvoir politique (3).

Que se passe-t-il si, dans le nombre des conspirateurs ou des criminels, il y a des citoyens romains? Ils se trouvent noyés dans la masse (4) et le Sénat se comporte vis-à-vis d'eux comme vis-à-vis des autres, fort qu'il est de dominer l'opinion publique par

1. Mommsen, *op. cit.*, VII, p. 269. Cf. Liv. XXXIX, 18, 2 et XXXIX, 41, 5. — Mommsen. *Droit pénal*, I, p. 167.

2. Mommsen. *Droit public*, VII, p. 425. 433. *Ibid.* p. 270 et la note VI ², p. 327.

3. Mommsen, VI ¹, p. 324.

4. Mommsen, *loc cit.*, III, p. 128, n. 1.

l'imminence et la gravité des périls que courent la République ou l'intérêt général.

Il en fut ainsi pour le sénatus-consulte des bacchanales qui prit même le soin de viser spécialement les citoyens romains soit à Rome soit dans les colonies de citoyens ou les bourgades ouvertes habitées par des citoyens (1).

Les citoyens subissent alors le sort commun par suite d'une sorte de déchéance où les plonge le crime qu'ils ont commis. Cicéron déclare que celui qui agit contre la République n'est plus digne du titre de citoyen (2). Le traitement qu'ils subissent est entaché d'illégalité, mais nul n'oserait protester en leur faveur. Si l'on objecte que le scandale des bacchanales n'était qu'un ensemble de crimes de droit commun : empoisonnements, faux, adultères, etc., et non un crime politique, les partisans de cette théorie répondent que ce caractère lui fut néanmoins donné par le Sénat ainsi que l'indique clairement le terme « *conjuratio* » qui est technique pour tous les crimes politiques. Il y aurait même une preuve de la conscience qu'eut le Sénat de l'usurpation commise dans cette précaution de dénaturer l'infraction pour l'approcher de sa compétence (3).

1. *Per fora et conciliabula*. Liv. XXXIX, 14,7 ; 18,2 ; XL, 37,4 — Mommsen. *Droit public*, VII, p. 270, n. 1.

2. *Qui autem sit Reipublicæ hostis, eum civem nullo modo esse posse*. Cicéron. *In Catilinam*, IV, 5.

3. Liv. XXXIX, 8,3. Cf. XIV, 8. Mommsen, *op. cit.*, VII, p. 171, n. 1.

D'après une seconde opinion qui a pour elle l'autorité de Willems et qui rallia Mommsen dans le *Strafrecht*, il ne faudrait pas adopter ainsi témérairement une solution trop contraire aux principes fondamentaux du droit public et prendre trop facilement son parti de toutes les entorses que leur aurait fait subir l'autocratie, de jour en jour grandissante, du Sénat. Nous n'avons pas en effet de textes suffisamment péremptoirs que de pareils abus aient pu être commis sans que des voix se soient élevées pour les condamner.

Et, si nous nous restreignons à l'examen de l'affaire des bacchanales, une réserve encore plus grande nous est imposée par le silence des textes. Est-il probable que si le *jus provocationis*, cette faveur jalousement gardée par le peuple et hautement revendiquée par les tribuns, avait été méconnue par la création des *quæstiones extraordinariæ* que le Sénat chargea des poursuites, est-il probable, disons-nous, que Tite-Live ait oublié d'en faire la remarque ?

Nous savons par l'annaliste que les sectateurs de Bacchus comprenaient de nombreuses femmes, ce qui est explicable, puisque les mystères leur avaient été d'abord exclusivement réservés (1). Contre elles les consuls pouvaient prononcer la peine capitale. Un grand nombre d'entre elles furent d'ailleurs ju-

1. Liv. XXXIX, 15, 17, 18. — Valère Maxime, IV, 3, § 7.

gées par le tribunal domestique et exécutées sur la sentence de leurs proches (1).

Nous savons aussi que dans le territoire *militiæ*, au vi^e siècle, les consuls retrouvaient la plénitude de leur droit de coercition et qu'on y pouvait constituer des tribunaux d'exception. C'est ce qui fut fait en 568. Les consuls ne siégèrent pas seulement à Rome mais aussi *circa fora*. Il n'y eut donc encore rien d'irrégulier dans les exécutions qui suivirent ces jugements là (2). En est-il cité d'autres à Rome même ? Trouvons-nous la trace de condamnations capitales prononcées dans la sphère soumise à la *provocatio* ? Aucunement. Silence significatif déjà. D'ailleurs comment serions-nous autorisés à croire que le peuple ne fut pas consulté ? Est-ce qu'il ne fut pas appelé à ratifier la décision du Sénat pour les récompenses et privilèges du droit privé accordées à Hispala Fecenia et à Æbutius ainsi que les primes aux dénonciateurs éventuels. Aurait-il pris son parti de rester à l'écart pour la question infiniment plus grave de la vie des coupables ? La chose est peu vraisemblable.

1. La juridiction domestique est la seule normale en ce qui concerne les femmes au moins à l'époque ancienne. Si, plus tard le droit de poursuite des magistrats s'étendit à elles concurremment à celui du tribunal de famille, il dut commencer par intervenir exceptionnellement — et c'est sans doute le cas ici — par le moyen de *quæstiones extraordinariæ*.

Mommsen. *Droit public*, III, p. 62, n. 1.

2. Liv. XXXIX, 18.

Il n'y a pas dans Tite-Live de passage concernant un ensemble de prévenus citoyens romains. Seulement, pour ceux d'entre eux qui se cachaient en Apulie, il nous est dit que le propréteur en 570 en fit exécuter une partie, évidemment en vertu de son *imperium* absolu puisqu'ils se trouvaient sur un territoire non soumis à la *provocatio* (1). Quant aux autres, il les envoya au Sénat. Rien ne dit qu'ils furent exécutés, si tant est que leur envoi à Rome ait pu leur faire recouvrer en pareil cas le privilège de la *provocatio*. Nous apprenons au contraire qu'ils furent tous jetés en prison (2).

Il en fut très probablement de même de tous ceux qui furent pris à Rome. Les uns durent être simplement incarcérés ; les autres, s'il y en eut de condamnés à mort, furent sans doute jugés en dernier ressort par le peuple. Nous pouvons l'induire au moins du traitement fait à ceux que Tite-Live présente comme les plus gravement compromis. Il y avait Marcus et Caius Atinius de Rome, Minius Cerninius de la Campanie, Opiternius de Falérie. Les consuls donnèrent l'ordre de les arrêter dans le plus bref délai possible *addicti ad consules fassique de se nullam moram fecerunt* (3). Le consul Quintus Mar-

1. Liv. XXXIX, 41.

2. *Partim nozios judicavit partim comprehensos Romam ad senatum misit. In carcerem omnes a P. Cornelio coniecti sunt.*

3. Liv. XXXIX, 17.

cuis, prit conseil du Sénat sur ce qu'il fallait en faire et, après en avoir délibéré, le Sénat décida d'envoyer le Campanien Minius Cerrinius à la prison d'Ardée ; il n'est pas question des autres (1).

Dans d'autres affaires dont le résultat nous est peut-être mieux connu, on ne voit pas non plus la preuve que le Sénat ou les magistrats sur son ordre aient prononcé des sentences capitales sans que le peuple ait été requis de les sanctionner. Dans le procès de Pleminius (2) par exemple, lorsque ce dernier et ses complices furent amenés à Rome (3), c'est devant le peuple que fut poursuivie l'accusation, mais les comices n'eurent pas le temps de statuer puisqu'il mourut dans sa prison « *priusquam iudicium de eo perficeretur* » (4). M. Willems, cite encore les empoisonnements de 574 et 575, pour lesquels Tite-Live ne mentionne qu'une seule exécution, celle d'Hostilia, femme du consul Calpurnius, que son sexe écartait du *jus provocationis*.

Il semble surprenant au dernier degré que l'histoire, écrite deux siècles plus tard, c'est-à-dire en un temps où nulle contrainte ne pouvait plus imposer silence à l'écrivain, se taise sur des irrégularités de cette importance alors qu'elles auraient dû se produire en

1. Willems, II, 287.

2. Liv. XXXIX, 8, 9 ; XIX, 20.

3. Liv. XXIX, 20, 22.

4. Liv. XXIX, 22.

masse. Si donc le Sénat n'a pas outrepassé ses pouvoirs, au moins dans la sanction des bacchanales, que faut-il penser de ces *quæstiones extraordinariæ* confiées par lui aux consuls, aux préteurs d'Apulie, de Sardaigne, aux préteurs urbains et pérégrins de 574, 575, etc... ?

Nous pensons avec les partisans de cette seconde théorie, qu'il faut leur refuser le caractère de juridictions répressives exceptionnelles (1). Elles furent seulement des commissions d'enquête chargées de renseigner le Sénat et les autorités sur les détails de l'affaire, laissant ensuite ces autorités sévir dans l'étendue de leur domaine.

En fait les magistrats auxquels furent confiés ces enquêtes détenaient entre leurs mains une partie de cette autorité, l'*imperium sine provocatione* sur les femmes, esclaves et pérégrins, en sorte qu'après avoir instruit le procès, ils demeurèrent compétents pour le juger. Quant au Sénat, après que, conformément à sa mission en cas de péril grave menaçant la constitution, la sûreté publique ou les bonnes mœurs, il a mis en mouvement les magistrats en leur ordonnant de prendre les mesures nécessaires, il se retranche derrière eux.

Dépourvu de toute juridiction criminelle, son rôle n'est pas et ne peut pas être d'en conférer une, ni

1. Willems, *Le Sénat de la République*, II, p. 285 et s.

d'affranchir la répression des garanties qui l'enferment. Il est là uniquement pour servir aux magistrats de conseil expérimenté. Et la gravité de l'heure rend à ceux-ci leur auxiliaire doublement précieux, d'abord par l'excellence de ses avis et ensuite par le prestige de son influence.

Ainsi s'affirme une fois de plus la grandeur de cette assemblée que Cinéas émerveillé présentait à Pyrrhus comme « *une assemblée de Rois* ». Ce grand corps sans pouvoirs, anime, vivifie tous les organes de la constitution romaine. Il est le cerveau de Rome.

CHAPITRE IV

Au début et au cours du précédent chapitre, nous avons eu l'occasion de signaler les aspects multiples sous lesquels le culte mystérieux de Bacchus s'offrait à la sanction de la justice. Ici se pose en effet une importante question. Sous quels chefs furent poursuivis les adeptes des bacchanales et à quel titre semblables manifestations de leur étrange dévotion furent-elles pour l'avenir réglementées ou prohibées ?

Le caractère religieux revêtu par les excès de tout ordre qui se commettaient dans l'ombre du bois de Simila, leur nombre prodigieux, leur forme collective en même temps que le mécanisme inusité de la répression, collaborèrent pour rendre confuse l'idée qu'on peut se faire de la réponse au problème.

Les coupables ne furent-ils aux yeux du Sénat et des consuls qu'un effroyable ramassis de débauchés infects, d'assassins, de voleurs et de faussaires ? Furent-ils plutôt des profanateurs impies de la religion nationale ou les fidèles et les prêtres d'un culte

corrompu dont les tendances exotiques constituaient un néfaste exemple pour le peuple ?

Si, comme il nous semble, à part la marche générale de l'affaire, le traitement subi par les coupables ne fut pas différent de celui qui frappe ordinairement les criminels de droit commun, l'intérêt de la question serait nul pour eux en tant que condamnés et faible pour nous. Mais la décision du sénatus-consulte n'atteint pas seulement des faits accomplis. Elle envisage l'avenir et frappe d'interdiction les groupements futurs analogues ou les soumet à une réglementation sévère.

Il y a donc un double point de vue à considérer : celui des infractions individuelles commises dans les orgies bachiques, et celui du vice de la corporation entière distincte de ses membres, superposée à eux.

Les uns furent-ils poursuivis pour impiété ou pour empoisonnements, adultères, etc., les autres furent-ils condamnés comme membres d'une religion étrangère ou d'une association secrète et non autorisée ?

Les premiers temps de Rome avaient mis sur la même ligne le respect des hommes et le respect des dieux, en sorte que le droit pénal se trouvait confondu dans le traité général des expiations (1).

Mais une fois la démarcation faite, elle s'accusa.

1. Bouché-Leclercq. *Les Pontifes de l'ancienne Rome*, p. 191 et 195.

Tandis que la loi sentait et affirmait la nécessité d'enlever aux individus le soin de se faire à eux-mêmes justice, et mettait à la disposition de tous les armes arrachées aux mains de chacun, elle prenait peu à peu l'habitude de laisser aux dieux le soin de leurs propres affaires.

Cette évolution se formule en aphorisme dans le mot célèbre de Tibère. Ce prince avait été informé d'une accusation dirigée contre deux simples chevaliers romains, Falanius et Rubrius, coupables de lèse-majesté envers l'empereur divinisé Auguste, l'un parce qu'il avait reçu un mime de mœurs infâmes dans une des confréries qui se réunissaient pour le culte d'Auguste; l'autre, pour avoir vendu avec ses jardins une statue de l'empereur. Il écrivit aux consuls qu'on devait traiter l'offense comme si elle avait été faite à Jupiter et laisser aux dieux le soin de venger les dieux. « *Deorum injuriæ, diis curæ* (1). »

Tel nous semble avoir été le principe en matière religieuse dès l'époque où nous nous plaçons. Athènes avait des lois pour frapper l'impiété, l'ἀσεβείας γράφη. Diagoras l'athée fut condamné pour avoir manqué de respect aux dieux de la Grèce et tourné en ridicule les mystères d'Isis. Alcibiade fut rappelé de Sicile pour être jugé dans les mêmes conditions ainsi que son maître Socrate. Citons encore Eschyle,

1. Tacite. *Annales*, I, 73.

Protagoras, dont les écrits furent livrés aux flammes et qui fut lui-même banni d'Athènes... les exemples ne manquent pas.

On n'en peut pas dire autant de Rome. Il n'apparaît pas que celle-ci ait connu l'ασεβεια. Antithèse curieuse si l'on considère que là, bien plus qu'en Grèce, la religion faisait partie intégrante de l'État (!).

Il est certain qu'au ^{vi}^e siècle, la pensée romaine s'était singulièrement affranchie de son ancienne crédulité. Non pas que le sentiment religieux fût tout à fait perdu pour tous, mais il avait évolué pour beaucoup et ceux que le doute possédait ne s'en cachaient point. Alors qu'à Athènes on mettait à prix la tête de Diagoras, les autorités romaines fermaient l'oreille aux blasphèmes proférés tout haut.

Précisément à l'époque où éclatait le scandale des bacchanales, Ennius, le protégé de Caton traduisait le livre d'Evhemère, insinuant par lui que les plus anciens dieux n'étaient que de simples mortels divinisés par la crédulité humaine. Evhemère disait en effet avoir vu dans une île voisine de l'Arabie, une colonne

1. Tout en les laissant profondément pénétrés l'un de l'autre, l'abolition de la royauté avait cependant opéré la scission entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux. Cette séparation « devait amener à sa suite l'impunité des délits contre les dieux par cette simple raison que ceux qui avaient le droit de punir n'avaient plus à s'occuper des choses divines et que ceux qui s'occupaient des choses divines n'avaient plus le droit de punir. » (Girard. *Organisation judiciaire des Romains*, 1901, ch. II, p. 55.)

commémorative des exploits et de la mort des anciens rois du pays qui ne sont autres que Jupiter, Saturne, etc... (1).

« Je méprise, écrivait-il, les augures du pays des Marses aussi bien que les haruspices de village et les astrologues de carrefour, les pronostiqueurs d'Isis et les interprètes de songes. Il n'est en eux ni art divin ni science humaine, ce sont d'impudents menteurs, des fainéants ou des fous, des gueux que la faim presse. Ils ne savent où aller et ils prétendent nous conduire. Ils promettent des trésors et nous demandent une obole. Que, sur ces richesses annoncées, ils prélèvent d'abord leur obole et nous donnent le reste (2). »

Malgré ces théories subversives Ennius ne fut nullement inquiété (3).

Cicéron, augure, se demandait comment ses collègues pouvaient se regarder sans rire et écrivait le *De natura deorum* et le *De divinatione*. Tout le monde lisait les ouvrages de Lucrèce sans que la censure songeât à les interdire.

1. Sur Evhemère v. *Erschund Grüber Encyclopædie*, sect. I, tome 39, p. 50 et s.

2. Cicéron, *De divinatione*.

3. Lucilius représentait les douze grands dieux assis en conseil et se moquant des gens qui leur donnaient le titre de pères ..— Plaute, dans son souci d'amuser le public, parodie audacieusement les formules les plus vénérables de la religion romaine. (Boissier. *La religion romaine d'Auguste aux Antonins*, I. p. 38.)

En plein Sénat, César osa nier l'existence des dieux. Caton se moquait ouvertement des haruspices. « Le paganisme défendait son culte mais non sa métaphysique (1). »

Il semble bien en effet d'après cela que les consciences fussent libres à Rome. L'État avait conçu la nécessité pour une bonne organisation sociale de donner une religion nationale à son peuple et désiré que l'attachement de celui-ci à ses dieux fût une forme de son patriotisme. Mais il paraît avoir senti son impuissance à dominer les intelligences et les cœurs et avoir pris son parti de leur incrédulité.

Conscient toutefois de l'appui que la République devait trouver dans l'observation des rites nationaux, il se fit exclusif à l'égard de toute foi d'importation, Libre à tous de douter et de traiter de fables les plus grands dogmes de la religion nationale, au besoin libre à tous de les mépriser ouvertement et d'en rire, pourvu qu'ils ne les délaissent pas pour des superstitions étrangères.

Nous croyons que, pour n'avoir été formulée nulle part, la liberté des croyances individuelles n'en fut pas moins reconnue à Rome de très bonne heure, que l'*ἁτεθεία* des Grecs y fut ignorée et que, seule, pouvait être incriminée, peut-être, la *superstitio extranea*. Nous disons peut-être, car rien encore n'est

1. Serullaz, *Essai sur la religion romaine*, p. 112.

moins certain. Tacite nous montre bien la femme de Plautius, Pomponia Græcina, accusée de se livrer à des superstitions étrangères et traduite de ce chef devant le tribunal domestique. Suivant l'ancien usage, Plautius instruisit l'affaire devant un conseil de famille et déclara sa femme innocente (1). En sa qualité de femme, il était normal que la juridiction des proches se trouvât compétente, mais il est encore plus probable qu'il n'y en aurait pas eu d'autre, devant qui soutenir une telle accusation. En matière religieuse, toute personne *alieni juris* relève du tribunal domestique, et seul peut-être, le censeur aurait pu adresser une platonique réprimande à un *paterfamilias* coupable de négligence religieuse.

Or, dans l'affaire des bacchanales, de nombreuses femmes furent poursuivies devant le tribunal domestique. Celles que l'on ne put convaincre d'avoir pris une part effective aux meurtres, aux crimes divers perpétrés par leurs coreligionnaires, mais qui étaient simplement coupables de s'être laissées initier par surprise ou égarement aux secrets mystères furent-elles condamnées pour cela ? Nous n'en savons rien malheureusement.

D'ailleurs, la *quæstio extraordinaria* confiée aux consuls en 568 fut une dérogation au droit commun en ce qui concernait les femmes qui furent comprises

1. Tacite. *Annales*, XIII, 32.

dans la poursuite, puisqu'elle se chargea de les juger à la place du tribunal de famille. A cette époque il n'y avait en effet d'autre juridiction pour les femmes que dans des cas exceptionnels, lorsque des crimes de femmes ou des associations de femmes causent un danger public. Les magistrats supérieurs exercent alors leur droit de coercition concurremment avec le tribunal domestique (1). Devant eux, les inculpées ne durent pas être accusées d'impiété ni de *superstitio externa*. Le *paterfamilias* seul aurait eu qualité pour le leur reprocher et les magistrats se sont déclarés compétents à sa place parce que leur faute est plus grave qu'une adhésion coupable à un culte d'importation, parce que leur nombre et leur perversité les désignent à la vengeance du peuple.

Nous croyons donc que, devant la juridiction exceptionnelle de 568, les accusés comparurent principalement, peut-être uniquement pour des crimes ordinaires. Il y en avait un choix considérable car tous les excès, toutes les fraudes, toutes les violences constituaient le fonds du culte bacchanal.

Si le Sénat — et nous n'en doutons pas — eut une arrière-pensée plus large et poursuivit un but politique en dirigeant la répression des bacchanales, il ne put être question d'aucune préoccupation de cet ordre dans les jugements rendus. Et pour que le peu-

1. V. *supra*, p. 96.

ple comprit l'opportunité d'une mesure exorbitante du droit commun et d'une sanction très sévère, il fallait plus qu'un souci religieux, même très grave, il fallait l'effroi que la subite révélation de tant d'ordures jeta dans toutes les familles.

D'autres exemples postérieurs en date viennent confirmer cette idée que l'impiété ne tombait pas sous l'application de la loi. Le procès de Clodius, où Plutarque emploie arbitrairement l'expression *δικὴ ἀσέβειας* (1) fut édifié sur une accusation d'inceste, on ne sait trop d'ailleurs pourquoi (2). En l'an 19, les Juifs et les Isiaques ne furent pas chassés comme promoteurs d'un culte étranger, mais comme escrocs. Il y a bien un passage de Cicéron qui semble interdire aux particuliers d'adorer chez eux les dieux que l'État n'a pas officiellement reconnus : « *Separatim nemo habessit deos, neve novos, sive advenas, nisi publice adscitos privatim colunto* » (3). Mais ce texte n'apporte en somme rien contre ce que nous avons dit de la sanction probable dans le cas où ce vœu aurait été enfreint : la juridiction domestique pour les personnes *in patria potestate*, l'avertissement du censeur ou la réprimande des pontifes envers les chefs de famille.

1. Plutarque, *César*, 10 et *Cicéron* 28. Cf. Appien. B. C. 11, 14.

2. Vel. Pat. II, 45. *Actus incesti reus ob initium inter religiosissima P. R. sacra adulterium*. Cf. Quintilien, 10; IV, II, 88. Cicéron. *Pro Milone*, 22, 59.

3. Cicéron, *De legibus*, II, 8, 10.

Tite-Live au contraire, borne la défense aux terrains sacrés ou publics : « *Neu quis in publico sacrove loco novo aut externo ritu sacrificaret* (1).

Le Sénat avait, nous l'avons dit, vu dans les lieux où se célébraient les orgies du culte de Bacchus autre chose qu'un repaire de bandits. Il y avait constaté les progrès sur le sol romain de la corruption orientale, de ces cultes d'un mysticisme dissolvant contre lesquels, depuis longtemps il défendait avec plus ou moins de succès, la religion nationale et officielle.

Ce fut en conformité avec sa politique habituelle, qu'il ordonna la dissolution des assemblées religieuses bachiques.

S'il ne se sentait pas le moyen de forcer les individus à croire, il voulait au moins empêcher que des cultes étrangers s'implantassent à Rome à la faveur de leurs incertitudes ou de leur passions.

Mais par quel moyen le Sénat pouvait-il s'opposer aux religions étrangères ? La législation religieuse était malheureusement incertaine parce que l'union étroite de la cité et de la religion avait longtemps dispensé les pouvoirs publics d'un pareil souci. « Tour à tour pros crits ou choyés, les dieux pérégrins étaient toujours sûrs de triompher à la fin. C'était une question de temps (2). »

1. Liv. XXV, I. Cf. Bouché-Leclercq. *Les Pontifes de l'ancienne Rome*.

2. Serullaz. *Essai sur la religion romaine*, p. 114.

Le Sénat se départit en effet peu à peu de sa sévérité à mesure que les exigences d'un empire chaque jour plus cosmopolite se firent plus impérieuses. Les dieux égyptiens conquièrent leur place au bout d'un long siècle ; la grande révolution chrétienne s'opéra sourdement pendant trois cents ans et le christianisme finit par devenir la religion de l'empire.

Mais au ^{vi}^e siècle de Rome, nous sommes encore loin de cette tolérance. Le sénatus-consulte des bacchanales en est la preuve. Nous devons maintenant voir à quel titre la dissolution des assemblées consacrées à ce culte put être consommée.

Il ne s'agissait pas, à proprement parler, en 568 d'interdire à la dévotion des citoyens les hommages à un dieu nouveau. Il y avait longtemps que Bacchus comptait parmi les dieux de la mythologie romaine et le Sénat ne paraît pas s'être reconnu le droit de l'en chasser. Seule la forme dévergondée de ses mystères, leur caractère occulte et collectif indiquaient une origine extra-romaine que l'État entendait par-dessus tout combattre. Aussi le sénatus-consulte révèle le souci de sauvegarder les droits des dieux, que nulle loi ne peut enfreindre ou méconnaître, tout en tarissant une source dangereuse d'immoralité.

Que les vrais dévots soient en paix avec leur conscience et honorent chez eux dignement tel dieu qu'il leur plaira d'honorer, mais qu'ils s'abstiennent de

former des groupements organisés parce qu'ils sont une force, donc une menace. L'ordre public est intéressé à ce que des agglomérations à tendance quelconque ne puissent se former dans le sein de l'État. C'est un attentat à la sûreté de celui-ci que de faire des réunions secrètes non autorisées par la police.

Le moyen normal par lequel l'État peut atteindre non seulement une religion étrangère mais toute forme subversive ou jugée telle, des manifestations religieuses, est dans la réglementation des droits d'association et de réunion qui ne doivent pas être confondus. Toutes les constitutions anciennes et modernes ont pu comprendre que là seulement pourrait s'exercer leur action lorsqu'elles voudraient protéger une religion officielle et décourager les autres.

Or, à Rome, quel fut le droit d'association? Le régime des associations passa par diverses phases mais il ne semble pas qu'en 568 et généralement sous la République, il ait été soumis à une autorisation quelconque(1). Cependant, si les *réunions* que tiennent ces *associations* sont répréhensibles, une mesure administrative exceptionnelle peut juger à propos de les frapper.

A notre époque, la liberté d'associations n'était

1 Mommsen. *Droit public*, VII, p. 402. Waltzing. — *Étude historique sur les corporations professionnelles chez les Romains*, I, p. 79 et s.

En sens inverse, Cohn. *Zum römischer Vereinsrecht*: Berlin, 1873, p. 27-35.

ni garantie, ni prohibée, donc en principe entière, mais en pratique fragile.

Des affirmations fantaisistes d'Heineccius, il résulterait que les collèges autorisés par Numa auraient été successivement supprimés par Tullus Hostilius, rétablis par Servius Tullius et de nouveau abolis par Tarquin le Superbe (1). Dirksen les a victorieusement combattues.

C'est à tort également qu'on invoque des lois prétendues contre les associations et qui ne concernent que le droit de réunion, nous les citerons tout à l'heure. Sans plus de raison, plusieurs auteurs ont cru voir dans une loi des XII Tables citée par Gaius la reconnaissance de la liberté des associations alors qu'elle permettait seulement à tous les collèges l'adoption à gré de tous statuts non contraires à l'ordre public (2).

En fait, dès la République, on trouve en grand nombre, à côté des corps officiels (les collèges des pontifes et les *sodalitates* sacrées) des corporations (*collegia sodalicia, thiasi*) au but partie religieux, partie professionnel, politique ou littéraire, qui honoraient en leur propre nom des divinités choisies (3).

1. Heineccius. *Antiquités romaines*, IV, 16, édit. Hauboldt.

2. Digeste, XLVII, 22, 4. Mommsen. — *De collegiis et sodaliciis romanorum*, 1843, p. 36. — En sens inverse : Pernice. *Das römische Privatrecht*, 1873, p. 290. Bouché-Leclercq. *Manuel des institutions romaines*, 1886. p. 473.

3. Waltzing, *op. cit.*, I, p. 42.

Plusieurs, entre autres celles de Bacchus, se formèrent dans le but de procéder aux cérémonies du culte privé d'une divinité le plus souvent étrangère et de célébrer dans un sanctuaire des sacrifices et des repas sacrés (1).

Ce qui condamna les bacchanales, ce ne fut pas, en droit, l'absence d'une autorisation que le silence des lois rendait inutile, mais la dégénérescence périlleuse où s'étaient transformées ces réunions, en associations de bandits que la législation la plus libérale ne se croirait pas forcée d'admettre.

Les associations de bacchanales furent dissoutes comme criminelles : « *Quo stuprum flagitiumve inferretur.* » Mais à première vue elles étaient suspectes à la police à un double titre :

1° Comme associations nocturnes : tout ce qui se fait la nuit est mal vu à Rome par les autorités (2). Cicéron écrit : « Nous devons rigoureusement prescrire que l'éclat du jour protège aux yeux de tous l'honneur des femmes et qu'elles soient initiées aux mystères de Cérès dans les formes où elles le sont à Rome. La sévérité de nos aïeux en ce genre est

1. Waltzing, *op. cit.*, 1, p. 43.

G. Wissowa, *Religion und Kultus der Römer*, p. 57 et 58.

3. La loi des Douze Tables interdisait les réunions nocturnes *Tab. VIII fr. 26* d'après Porcius Latro, *Declamatio in Catilinam*, c. 19, *Primum XII. Tabulis eautum esse cognoscimus ne quis in urbe cœtus nocturnos agitare.*

attestée par l'ancien décret du Sénat (*vetus auctoritas*) sur les bacchanales et les poursuites et les répressions exercées à main armée dans cette occasion par les consuls (1). »

2° Comme réunions secrètes (2). Le Sénat y est des plus hostiles. C'est pour éviter que des assemblées ainsi occultes ne naissent de cette forme particulière du culte de Bacchus, qu'il étend son interdiction aux mystères célébrés par les populations helléniques de la grande Grèce bien qu'elles n'aient pas donné lieu aux mêmes reproches que celles d'Étrurie.

Il est évident que ce ne fut pas comme collège non autorisé, en l'honneur d'une divinité étrangère, mais comme réunions secrètes et nocturnes de malfaiteurs que les bacchanales furent prohibées. L'absence de lois positives, au moins à cette époque, contre l'introduction de cultes non romains (3) rend cette opi-

1. Cicéron. *De legibus*, II, 15.

2. Porcius Latro, cite également une loi Gabinia qui prohiba les réunions clandestines : *Lege Gabinia promulgatum qui cœtiones ullas clandestinas in Urbe conflavisset more majorum capitali supplicio multaretur*. (Sur la date de cette loi, Heineccius. *Antiquités romaines*, IV, 16, 47.) Ch. Roulez. *Recherches sur les associations politiques chez les Romains*. — Waltzing, *op. cit.*, p. 79 et s.

3. Tertullien parle pourtant d'un vieil édit interdisant aux particuliers d'honorer les divinités que l'État n'a pas officiellement reconnues. Le passage de Cicéron : « *Separatim nemo habessit deos...* » semble inspiré de la même idée. Des dispositions législatives postérieures eurent soin de frapper les promoteurs de religions nouvelles et les magiciens ou sorciers quelconques, lors même qu'ils ne forment pas

nion vraisemblable. Le soin pris par le sénatus-consulte d'autoriser dans l'avenir les bacchanales privées et inoffensives l'établit de façon certaine.

En résumant donc ce qui précède, nous croyons pouvoir formuler les règles suivantes :

1° Le Sénat poursuit un but d'intérêt politique et social en s'opposant à la célébration de mystères dont le caractère licencieux symptomatisait la marche des idées orientales ;

2° Le crime reproché aux individus qui firent partie de la corporation ne fut pas un crime religieux, profanation ou impiété, car les infractions de cette nature ne tombent pas sous l'application de la loi et la *quæstio extraordinaria* ne fut à aucun titre capable d'en connaître ;

3° Quant au culte même, il ne fut pas interdit

d'association. Deux textes, l'un de Paul, l'autre de Modestin nous l'inquent :

« *Qui novas et usu vel ratione incognitas religiones inducunt ex quibus animi hominum moveantur, honestiores deportantur humiliores capite puniuntur* » (Sentences de Paul V, 22 de *vaticinatoribus et mathematicis*).

« *Si quis aliquid fecerit quo leves hominum animi superstitione numinis terrerentur, divus Marcus, hujusmodi homines in insulam relegari rescripsit.* » Dig. XI, VIII, XIX, 30. — Modestin, lib. 1, de *pœnis*.

Nous ne possédons en revanche aucun texte qui nous permette de dire s'il en était de même sous la République, et nous pensons que le Sénat affirma longtemps par ses actes, notamment au VI^e siècle, un souci qui ne fut formulé en loi que sous l'Empire, trop tard d'ailleurs.

comme religion étrangère non reconnue, puisque Bacchus était officiellement honoré et parce que aucune loi ne proscrivait formellement les cultes étrangers ;

4° Le Sénat montre cependant son hostilité aux cultes exotiques et les combat en les empêchant de former des associations, de tenir des réunions, condition indispensable de leur développement.

CHAPITRE V

Ce n'est pas en principe au Sénat qu'appartient le soin de veiller à la sûreté publique, et d'ordonner le cas échéant des mesures de police. La police en effet est un rouage du pouvoir exécutif et c'est aux représentants de celui-ci qu'incombe le devoir d'en provoquer et réglementer l'action (1). Le Sénat garde en cette matière, comme dans les autres, son attitude de conseiller des pouvoirs publics, en sorte que si des mesures d'une certaine gravité doivent être prises, les autorités, telles que les consuls ou les magistrats provinciaux, déchargent leur responsabilité morale en prenant ses avis (2).

Il arriva fréquemment aussi que les *patres* n'at-

1. En tête de ces autorités, il faut placer les consuls, principalement pour ce qui concerne la capitale. C'est aux consuls qu'il appartient de surveiller les prisonniers, surtout ceux qui ne sont pas placés dans la prison publique sous la garde directe des triumvirs capitaux; — d'interdire le port des armes en temps de troubles dans l'intérieur de la ville; — et de faire exécuter les mesures ordonnées par le *senatus consultum ultimum* contre la menace d'un péril public. (Mommsen, *Dr. public*, III, p. 159 et IV, p. 309.)

2. Willems. *Le Sénat de la République*, II, p. 267 et 268.

tendirent pas d'être consultés pour signaler, ainsi que nous l'avons vu, les dangers dont leur vigilance put s'émouvoir pour l'hégémonie romaine ou seulement l'intégrité de ses lois constitutionnelles.

Ce fut d'après leur avis spontané ou non, que furent pris les arrêtés d'expulsion envers les fauteurs de troubles, les propagateurs de doctrines philosophiques ou religieuses jugées pernicieuses pour la jeunesse, tels que les Chaldéens, les Épicuriens ou les Juifs.

Il en fut également ainsi dans la répression des bacchanales et c'est par le ministère du Sénat, que les rôles se trouvèrent distribués entre les diverses autorités de police.

En tête de celles-ci, se placent naturellement les édiles, premiers magistrats de la police municipale : « *Ædiles plebis videre ne qua sacra in aperto fierint... (1).* »

Leurs attributions étaient nombreuses et larges. Leur intervention en matière religieuse n'a rien qui puisse surprendre car ils étaient constamment mêlés à ces questions. En 568 elle fut doublement justifiée par le caractère d'associations criminelles des assemblées qu'ils furent chargés de dissoudre. « *Ante omnia ut quæstio de iis qui coërent, conjuraverintve, quo stuprum flagitiumve inferretur (2).* »

1. Liv. XXXIX, 14.

2. Liv. XXXIX, 14.

Cicéron, dans le *De haruspicum responsis*, en parlant du culte de la Mère des dieux : « *Curulis ædilitas maxima hanc tueri religionem sol-t* (1). » C'est qu'en effet si leur vigilance était peut-être plus attentive à l'égard de ce culte, elle s'exerçait d'une manière générale sur tout l'ensemble des manifestations extérieures religieuses.

Les édiles sont constamment mêlés aux cérémonies du culte, ce qui est un signe apparent de la pénétration profonde de l'État et de la religion. Ils ont à surveiller des dédications de temples ou de chapelles. Ils assistent les consuls dans les supplications ordonnées pour l'apaisement des dieux irrités (2). Ils font autour des *pulvinaria deorum*, des effusions d'eau parfumée et de myrrhe (3). Ce sont eux qui désignent au sacrificateur parmi les trois victimes offertes à l'autel celle qu'il leur plaît d'immoler.

En cas de prodiges, tremblements de terre, pluies de pierres ou pluies d'étoiles, ils doivent avertir le Sénat des signes de la colère divine, en rechercher les causes pour que la *procuratio* appropriée y porte remède.

Comme ils sont les gardiens des temples et de tous les lieux publics affectés au culte, ils doivent

1. Cicéron. *De haruspicum responsis*, 13,27.

2. P. Boutet. *Police de la voirie à Rome*, p. 191.

3. Festus.

veiller, « *ne qui nisi romani Dii neu quo alio more quam patrio colerentur.* » Ils ont donc soin de s'opposer à l'introduction de cultes étrangers.

Leur intervention fut fréquente à ce sujet. Nous en avons déjà cité des exemples : dès l'année 326 nous trouvons dans Tite-Live (1) que des rites inconnus furent surpris dans les circonscriptions religieuses (*vici*) et dans leurs chapelles, et que les édiles furent chargés d'y mettre ordre et de rétablir partout le culte national. Mais l'exactitude de ce récit n'est pas au-dessus de toute critique car il s'agit ici des édiles de la plèbe. Or, à cette époque, ces fonctionnaires n'étaient que des auxiliaires des tribuns et la police de la ville appartenait à la compétence des consuls, des tribuns consulaires ou du préfet de la ville qui n'étaient pas leurs supérieurs hiérarchiques (2).

Des mesures semblables furent prises très certainement plus tard, notamment en 542. Les mêmes infractions avaient été de nouveau dénoncées au Sénat. Les cérémonies de cultes étrangers de plus en plus appréciées du peuple se célébraient non seulement « *in secreto atque intra parietes, sed in publico etiam ac foro capitolioque* ». Le Sénat exhala sa colère contre les édiles : *Incusati graviter ab senatu ædiles, triumvirique capitales quod non prohiberent ; cum*

1. Liv. IV, 30.

2. Willems. *Le Sénat de la République*, II, p. 316.

emovere eam multitudinem e foro et disjicere apparatus sacrorum conat essent, haud procul arfuit quin violarentur (1).

On fit enfin appel au ministère des édiles en 568 d'une façon plus large et plus impérieusement commandée par les événements.

Nous signalerons ici après Mommsen, la façon particulière dont le Sénat sut intentionnellement partager les rôles entre les deux édilités, ayant soin de confier les missions les plus délicates aux édiles curules. Ils auront à rechercher les prêtres du culte de Bacchus, à s'en saisir pour les interroger. Le soin de dissiper les réunions nocturnes, d'opérer les arrestations brutales des malfaiteurs est laissé aux édiles plébéiens.

Ceci n'est qu'un épisode de l'impuissante opposition patricienne qui défendait pied à pied l'accès du pouvoir à l'énergie tenace de la plèbe. Lorsqu'en 387 le premier consul plébéien s'assit à côté de son collègue patricien, l'aristocratie s'effraya de voir entre les mains du parti révolutionnaire les mêmes pouvoirs qu'elle monopolisait jadis et par surcroît posséder des magistratures comme le tribunat et l'édilité, exclusivement populaires.

De ces alarmes naquirent la préture et l'édilité curule. Ces derniers magistrats partagèrent avec

1. Liv. XXV, 1.

leurs collègues plébéiens, les anciennes fonctions augmentées de fonctions nouvelles, mais ils furent désormais, les uns et les autres, les auxiliaires des consuls, ce qui eut pour résultat de séparer l'édilité plébéienne du tribunat profondément modifié déjà dans un but semblable (1).

Les édiles furent secondés dans leur tâche par les *triumvirs capitaux* (2).

La destination primitive de ces magistrats avait été uniquement d'assurer, comme agents de la police, le service de sûreté de la ville. Ils devinrent plus tard les auxiliaires de la justice tant civile que criminelle (3). C'est dans le premier rôle que nous les voyons en 568 : « *Triumviris capitalibus mandatum est ut vigiliis disponerent per urbem, servarent que ne qui nocturni cætus fierint* (4). »

Leur mission consiste en effet à veiller surtout la nuit au maintien de la tranquillité et du bon ordre (5).

Ils sont chargés de la protection des bonnes

1. Mommsen, *Droit public*, IV, p. 181. — P. Boutet, *Police de la voirie à Rome*, p. 46.

2. Sur les *triumvirs capitaux* voir Mommsen, IV, p. 301 et s.

3. Il ne faut pas aller jusqu'à leur accorder une part de juridiction. Leur rang subalterne le leur interdisait et aucun texte ne saurait être cité à l'appui. Que si la prison peut être ordonnée par eux contre certains, c'est simplement de prison préventive qu'il s'agit et ce n'est pas une peine. Cf. Mommsen, *Droit public*, IV, p. 305.

4. Liv. XXXIX, 14, 10.

5. Politis, *Les Triumvirs capitaux*, p. 52. — Mommsen, *Droit public*, IV, p. 301 et s.

mœurs romaines, de la religion établie et des divinités de l'État (1).

Nous les trouvons mêlés à la répression des prodromes de l'invasion des cultes étrangers que nous avons cités plus haut (2).

En 568 ils furent chargés de faire parcourir la ville, de nuit, par des patrouilles, d'établir des postes de surveillance. D'après Valère Maxime ils engageaient leur responsabilité par la non observation des ordres ainsi reçus (3). Tite-Live ne fait pas de distinction entre les *triumviri nocturni* et les *triumviri diurni*, ce qui ferait supposer qu'au moins à cette époque, il n'en existait pas deux catégories comme on l'a prétendu.

Enfin, pour assister les triumvirs on leur adjoignit le secours de cinq hommes également préposés au service de nuit, les *quinque viri cis Tiberim* (4).

Une grande incertitude règne à l'égard de cette seconde espèce d'auxiliaires. Cicéron ne les cite pas parmi les magistrats (5). Étaient-ils même des magistrats ? M. Politis croit devoir leur reconnaître ce titre tout en les rangeant parmi les ordres tout à fait infé-

1. Politis, *op. cit.*, p. 56.

2. Liv. XXV, 1. — Vide *supra*, p. 121.

3. Valère Maxime, VIII, 1, *damn.*, 6.

4. Liv. XXXIX, 14, 10. « *Utique ab incendiis caveretur, adjutores triumviris, quinque viri uti cis Tiberim, suæ quisque regionis ædificiis præessent.* »

5. Cicéron. *De legibus*, III, 2, 6.

rieurs puisqu'ils ne font même pas partie du *vigintivirat* (1).

Nous ne sommes guère plus renseignés sur le caractère de cette magistrature. Était-elle exceptionnelle ? Pomponius (2) ne nous dit pas à quelle occasion ils furent créés. Il en justifie simplement l'utilité par l'inconvénient qu'il y aurait pour les autres magistrats à sortir la nuit.

Il y en avait quatre *cis Tiberim* et un *ultra Tiberim*. Le texte nous semble établir l'existence d'une magistrature permanente dont le nom fut abusivement étendu à celui d'entre eux que ses fonctions appelaient au delà du fleuve. Nous ne croyons pas cependant qu'elle existât sous cette forme en 568. Ce dut bien alors être une mesure inédite que le sénatus-consulte prit en face de difficultés qui rendirent nécessaire le renforcement de la police (3). C'étaient probablement les triumvirs capitaux qui les choisissaient (4).

Ces diverses autorités agirent avec une grande sévérité. Le mal était plus profond, plus envenimé que trente ans plus tôt, alors même que la police, dès cette époque, avait eu la tâche périlleuse en renver-

1. Politis, *op. cit.*, p. 52.

2. Pomponius. *Dig.* L. I, t. II. De origine juris et omnium magistratuum, § 31.

3. V. Mommsen. *Droit public*, IV, p. 322.

4. Les V viri étaient particulièrement chargés de surveiller les incendies.

sant les autels ambulants du forum et en dispersant la foule qui les entourait. Leurs investigations se firent très minutieusement et ils eurent même l'ordre de veiller à ce que les réunions du culte bacchanal ne fussent pas tenues même en particulier, ce qui est une irrégularité, car les édiles n'avaient pas le droit de pénétrer dans les maisons privées et ne portaient leur surveillance que dans les temples, les bains, les jardins et généralement tous les lieux publics (1).

Après que, sur les conseils du Sénat, les ordres furent donnés aux diverses branches des pouvoirs répressifs, le peuple fut convoqué au forum pour entendre le rapport du consul Postumius sur les mesures que l'État avait jugé convenable de prendre en face des dangers qu'il leur avait révélé quelques jours plus tôt. « *Senatus quæstionem extra ordinem de ea re mihi collegæque meo mandavit. Nos quæ ipsis nobis agenda sunt impigre exsæquæmur* (2). » Bien que la relation de Tite-Live n'ait pas la valeur d'une reproduction *in extenso* du discours prononcé par Postumius, nous ne croyons pas, d'après les termes employés, que le consul ait soumis les résolutions prises à l'approbation du peuple. Il s'agit évidemment d'une de ces convocations (*contiones*) dont les magistrats se servaient fréquemment pour faire au peuple une communication importante n'entraî-

1. Mommsen. *Droit public*, IV, p. 207, n. 4.

2. Liv. XXXIX, 16.

nant pas de vote (1). Ce n'était qu'une formalité dont ils se seraient sûrement affranchis s'ils n'avaient été certains de n'être pas désavoués.

1. Mommsen. *Droit public*, I, p. 227 ; II, p.

CONCLUSION

Sous la brutalité du choc, en 568, les bacchanales de Rome furent écrasées et toute résistance fut dès l'abord impossible. Nous avons vu que la tâche de la répression fut plus rude dans les provinces de l'Italie méridionale où des attaches plus profondes et plus anciennes consolidaient le culte de Bacchus. Quelques spasmes assez violents soulevaient encore les débris vivaces des conjurations dissoutes. Les plus graves furent la coalition des pâtres de l'Apulie (1) et de Tarente (2).

Malgré la sévérité avec laquelle on s'efforça de les étouffer, il est probable que dans ces pays des bacchanales parvinrent à se maintenir à l'état secret en attendant l'heure plus clémente où elles pourraient reparaitre au jour.

S'il faut en croire même le témoignage de Varron (3), Rome aurait à une époque postérieure connu de

1-2. Liv. XXXIX, 41; XL, 19.

3. Varron. *Satires ap. non. Marcellus*, p. 112. — Cf. Preller. *Römische Mythologie*, p. 718.

nouveau les bacchanales mais nous devons l'admettre sous toutes réserves.

D'ailleurs, il est bien entendu que le culte de Bacchus ne fut pas proscrit en principe mais seulement condamné dans sa forme licencieuse et réglementé. Mais continua-t-il d'exister dans les limites où le toléraient les pouvoirs publics ? Nous ne possédons aucune preuve que les autorisations imposées par le sénatus-consulte aient jamais été demandées ni accordées, et il est permis de se montrer sceptique à l'égard de la dévotion qui les auraient inspirées.

Un signe de la disparition du culte de Bacchus nous est donné, ainsi que l'observe Gerhard, (1) par la disparition des vases peints étrusques, dont tous les sujets étaient empruntés aux fêtes bachiques de l'Italie méridionale. Pourtant certaines inscriptions attestent sa survivance (2).

César (3) réorganisa un nouveau culte de Bacchus honoré sous le nom de Liber, dans le style mi-oriental. C'est à ce culte que semblent appartenir le temple bâti par Septime-Sévère aussi bien que la majorité des sociétés religieuses de ce dieu reconnues d'après les inscriptions. « Ces sociétés, au temps du

1. Gerhard. *Bulletin de l'Institut archéologique*, 1829, p. 173. — Cf. de Witte. *Étude sur les vases peints*, p. 119 et s.

2. C. I. Gr. n° 5762. — Mommsen. *Inscriptiones regni Neapolitani*, n° 2477.

3. Servius, *ad Ecl.*, 5, 29.

paganisme vieillissant, jouent un grand rôle et sont en relation étroite avec tous les autres cultes possibles secrets et étrangers, tels que ceux d'Isis, de Mithra, de Magna Mater et d'Hécate (1).»

Ces sociétés, *thiasi*, en l'honneur de Bacchus se retrouvèrent surtout dans les villes où dominait l'influence grecque: Pouzzoles, Antioche, Philippi (2). Mais on trouvait partout des *collegia Isidis*, des *collegia postophororum*, les collèges de *dendrophores* et de *cannophores* qui semblent voués à la fois au culte public et privé de Cybèle, et plus tard, sous les Antonins, les collèges privés de Mithra, de *Sol invictus*, de Jupiter Héliopolitain, de Jupiter Dolichène (3).

D'une façon générale, la forme mystique de la religion acquérait de jour en jour une vogue plus grande par la multiplication, l'accroissement d'intensité des causes externes ou internes qui lui avaient préparé les voies (4). La mode des mystères rallia à leur tour les personnages du gouvernement. Dès le dernier siècle de la République, ceux-ci et Sylla en tête s'adonnèrent furieusement à toutes sortes de supers-

1. Wißowa. *Religion und Kultus der Römer*, p. 248. — Cf. Roschers. *Ausführliches lexikon der Griechischen and römischen mythologie*, v° *Liber*, p. 203.

2. C. I. L., X, 1583 et 1585 ; III, 291 ; III, 703 et 705. — Cf. Marquardt. *Le culte chez les Romains*, I, p. 101 et s.

3. Walzing. *Etude historique sur les corporations à Rome*, I, p. 44.

4. Réville. *La religion à Rome sous les Sévères*, p. 142 et s.

titions orientales et s'en firent au besoin les apôtres (1).

Pour Bacchus précisément, les célèbres mystères d'Éleusis furent un foyer des plus actifs. Les Éleusinies se maintinrent jusqu'à la fin du paganisme et survécurent même longtemps à sa décadence puis à sa chute morale et officielle. Les plus illustres Romains et les empereurs tinrent à honneur de s'y faire initier, Hadrien par exemple. On dépensa des sommes énormes pour enrichir Éleusis, sous la République, de monuments splendides et sous Antonin le Pieux, pour rebâtir le temple que les chrétiens étaient accusés d'avoir incendié. En vain les édits de Jovien et de Théodose abolirent le paganisme et en prohibèrent l'exercice. Ce fut seulement sous le coup des Goths d'Alaric qu'Éleusis, moins heureuse qu'Athènes et désignée par les moines à la fureur des barbares fut écrasée avec les Éleusinies.

On voit ce qui demeura dans la suite de l'histoire romaine, de l'ancienne politique jalouse du Sénat à l'égard des religions étrangères. Peut-être, chaque jour plus conscient de son impuissance à enrayer le mouvement, renonça-t-il à la lutte et s'achemina-t-il vers la tolérance absolue à l'égard de toutes les religions qui devait être proclamée par les empereurs. Avant cette consécration officielle, au III^e siècle de

1. Apulée. *Apol.*, 140.

l'Empire, Rome, après avoir été le Panthéon du monde, finit par voir ses anciens dieux étouffés par la masse des cultes égyptiens, perses et sémitiques (1).

1. Wissowa, *op. cit.*, p. 250.

Vu ; le Président de la thèse,

GIRARD

Vu ; le Doyen,

LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer

Pour l. Vice-Recteur de l'Académie de Paris

BONNARIC

BIBLIOGRAPHIE

- BOISSIER. — *La religion romaine d'Auguste aux Antonins*.
Paris, 1874.
- BOUCHÉ-LECLERCQ. — *Les Pontifes de l'ancienne Rome*. Paris,
1871.
- *Manuel des institutions romaines*, 1886.
- BOUTET. — *La police de la voirie à Rome*. Thèse, 1896.
- BRUNS. — *Fontes juris antiqui romani*, 1887.
- CICÉRON. — *Ad familiares; De divinatione; De haruspicum
responsis; De legibus; De natura deorum; De Repu-
blica; Declamatio in Catilinam; Pro domo; Pro mi-
lone*.
- Corpus Inscriptionum latinarum.
- Corpus Inscriptionum græcarum.
- Corpus juris civilis.
- DAREMBERG ET SAGLIO. — *Dictionnaire des antiquités grec-
ques et romaines*, v^{is} Bacchanales, Bacchus, Cybèle,
Liber, Mystères.
- DENYS D'HALICARNASSE.
- DION CASSIUS. — *Histoire romaine*.
Erschund grüber Encyclopædie. — Evhemère.
- ESTIENNE. — *Thesaurus*. Édition Didot, v^o Bacchus.
- EURIPIDE. — *Bacchylides*.
- EGIZIO. — *Ad senatus consultum de Bacchanalibus*, 1729.
- GERHARD. — *Antike Bildwerke*.
— *Griechische mythologie*.

- GIRARD. — *Manuel de droit romain*, 1896.
— *Organisation judiciaire à Rome*, 1900.
— *Textes du droit romain*, 1890.
- GUIGNIAUT. — *Religions de l'antiquité*.
- LABOULAYE. — *Essai sur les lois criminelles*.
- LENORMAND. — *La voie sacrée Éleusinienne*.
- LOUVET. — *Des juridictions criminelles à Rome sous la République*. Thèse, 1898.
- LUCIEN. — *Dialogues*.
- MARQUARDT. — *Le culte chez les Romains*. Traduction française de Brissaut, 1887.
- MAURY. — *Religion de l'ancienne Grèce*, 1859.
- MAYNX. — *Droit romain*.
- MOMMSEN. — *Droit public romain*. Traduction française de P. F. Girard, 1892.
— *Droit pénal*. Traduction française de Duquesne, 1907.
— *Histoire romaine*.
- PAULY. — *Real Encyclopædie*, v^{is} *Bacchus, Dionysos, Liber, Mysteria*.
- PÉTRONE. — *Satiricon*.
- PINDARE.
- POLYBE.
- PLATNER.
- PLAUTE.
- PLUTARQUE. — *Caton*. — *Aristide*. — *Thémistocle*. — *Tiberius Gracchus*.
- PRELLER. — *Rœmische mythologie*.
- PTOLEMÉE.
- RITSCHL. — *Monumenta epigraphica*.
- ROSCHERS. — *Ausführliches lexikon, der griechischen und rœmischen Mythologie*.
- ROULEZ. — *Recherches sur les associations à Rome*.
- SERULLAZ. — *Essai sur la religion romaine*. Thèse Lyon, 1890.

SOPHOCLE. — *Antigone*.

STRABON.

TACITE. — *Annales*.

TITE-LIVE.

VALÈRE MAXIME.

VANICEK. — *Dictionnaire étymologique*.

VELLEIUS PATERCULUS.

WILLEMS. — *Le Sénat de la République romaine*, 1892.

WALZING. — *Recherches sur les corporations professionnelles chez les Romains*.

WISSOWA. — *Religion und Kultus der Römer*.

ZUMPT. — *Das criminalrecht der römischen Republik*.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — Mœurs et religion des Romains jusqu'au vi ^e siècle de Rome. — Pénétration au vi ^e siècle de l'influence hellénique et des cultes orientaux	5
CHAPITRE II. — Le culte dionysiaque.	19
CHAPITRE III. — Physionomie de Bacchus. Attributs moraux de sa personnalité. — Comment son culte reflète son caractère.	28
CHAPITRE IV. — Expansion du culte dionysiaque en Italie. — Sa déformation par la prêtresse Paculla Annia	34
CHAPITRE V. — Le récit de Tite Live	41

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — Les sénatus-consultes <i>de Bacchanalibus</i>	47
CHAPITRE II. — Principe de l'intervention du Sénat. — Le Sénat et la religion	60

CHAPITRE III. — Mode d'intervention du Sénat. —	
Sa légalité.	76
CHAPITRE IV. — Nature du crime dont furent accu-	
sés les sectateurs de Bacchus.	101
CHAPITRE V. — La police de la répression. . . .	118
CONCLUSION.	128
BIBLIOGRAPHIE.	133

